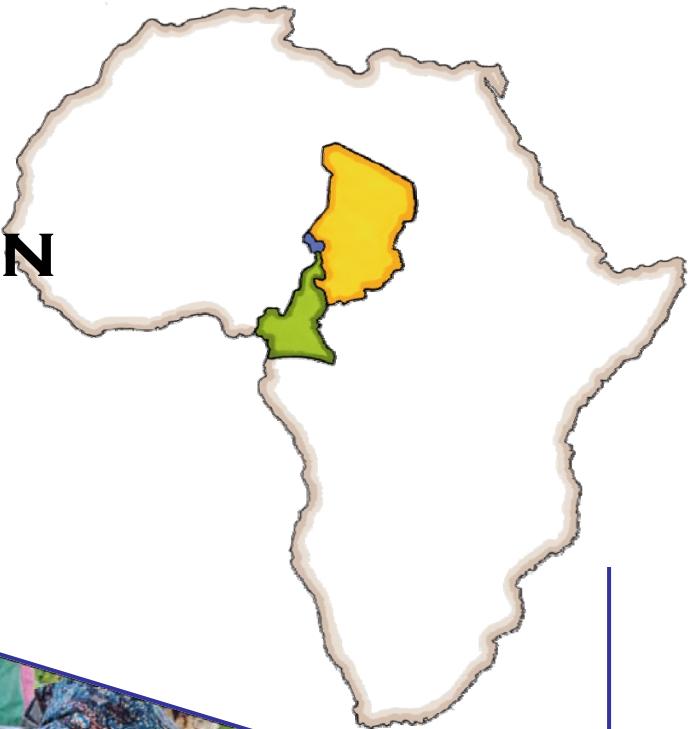


PROJET DE DÉVELOPPEMENT TCHAD/CAMEROUN



MISE A JOUR DU PROJET N° 28
RAPPORT SEMI-ANNUEL 2010

Projet d'Exportation Tchadien

Mise a jour du Projet N° 28 Rapport semi-annuel 2010

Ce rapport a été préparé par Esso Exploration and Production Chad Inc., en sa qualité d'Opérateur du Consortium et de Société de gestion du Projet pour le compte de la Tchad Oil Transportation Company S.A. (TOTCO) et de la Cameroon Oil Transportation Company S.A. (COTCO).

Préface

Cette mise à jour représente le vingt-huitième rapport du Projet d'Exportation Tchadien (ou Projet de Développement Tchad/Cameroun) et couvre la période allant de Janvier à Juin 2010. Ce rapport qui reflète les activités de la société d'exploitation du Projet et de ses sous-traitants principaux est axé plus particulièrement sur le respect de la conformité au Plan de Gestion de l'Environnement dont plusieurs organismes se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du Projet.

- Au Tchad, Esso Exploration et Production Chad Inc. (EEPCI) dirige le développement et la production des champs pétroliers pour le compte du Consortium (Esso, Petronas, Chevron).
- Au Tchad, la Tchad Oil Transportation Company S.A. (TOTCO) dirige les activités du pipeline pour la partie située au Tchad.
- Au Cameroun, la Cameroon Oil Transportation Company S.A. (COTCO) dirige les activités du pipeline pour la partie située au Cameroun.
- Pendant la construction, EEPCI a fourni les services de gestion du Projet à TOTCO et à COTCO.

Ces rapports sont communiqués à la Banque Mondiale et aux Prêteurs qui les vérifient. Cette soumission fait partie des conditions établies dans le cadre du partenariat entre le Projet, la Banque Mondiale et les deux pays d'accueil.

Ce rapport représente la philosophie de transparence envers laquelle Esso et les partenaires du Consortium se sont engagés. En publiant ces informations, le Projet permet aux citoyens des pays d'accueil, aux organisations non gouvernementales (ONG) concernées, à la Banque Mondiale, aux Prêteurs et aux diverses parties prenantes de se tenir informés au fur et à mesure du développement du Projet.

Les rapports sont publiés sur le site Internet du Projet (www.essochad.com). Un nombre limité de rapports imprimés est également distribué aux parties intéressées pour respecter les engagements en termes de communication et rendre l'information plus accessible aux citoyens du Tchad et du Cameroun où l'accès à l'Internet est limité. Ces rapports sont également disponibles en anglais.

Il est important de noter qu'officiellement la compilation des données est effectuée depuis octobre 2000. Les conversions monétaires sont basées sur le taux de change en vigueur au moment de la dépense. Le taux de change utilisé dans cette édition est celui du FCFA pour un dollar U.S :

- 3^e trimestre - 2009 - 467 FCFA
- 4^e trimestre - 2009 - 453 FCFA
- 1^{er} trimestre, 2010 - 475 FCFA
- 2^e trimestre, 2010 - 517 FCFA

Table des Matières

Vue d'ensemble	1
Production et Construction	6
Situations de non-conformité au PGE	13
Programme de suivi et de gestion du PGE	17
La sécurité	25
Consultation et communication	32
Compensation	34
Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers	36
Emploi local	50
Débouchés économiques locaux	56
Santé	61
Investissement communautaire	63
Revenus du brut tchadien	76

Vue d'ensemble

- La production journalière de brut a atteint une moyenne de 125 000 barils par jour pendant les six premiers mois de 2010. La production de 2010 est jusqu'ici en hausse de 5 % par rapport à la moyenne de 2009.
 - Pour atteindre ces résultats, depuis Janvier 2007, le Projet a investi près de 2 milliard de dollars (environ 990 milliards de FCFA) dans des mesures de soutien à la production.
 - Ces investissements ont contribué pour 80 000 barils à la production journalière du Projet. Sans eux, la production serait tombée à un tiers du rendement actuel.
- Les mesures de soutien à la production qui incluent des puits additionnels, l'injection d'eau et des stimulations de puits – se sont avérées nécessaires pour surmonter les conditions géologiques et les formations pétrolières extrêmement complexes présentes dans le bassin de Doba.
 - À la mi-année, plus de 40% de la troisième phase du programme d'injection d'eau à haute pression était terminée.
 - Le Projet qui prévoit ajouter plus de 100 nouveaux puits de production cette année, en a déjà foré 56 jusqu'ici en 2010. Ce qui porte leur nombre total à 569 puits.
 - L'équipe des travaux de puits du Projet compte à réaliser plus de 950 procédures de reconditionnement et d'amélioration sur les puits au cours de cette année, et elle en avait déjà réalisé 546 à la mi-année.
- Au premier semestre 2010, le Projet a atteint un nouveau record de conformité dans le cadre du Plan de Gestion de l'Environnement (PGE).
 - Six situations de non-conformité ont été enregistrées au cours de cette période, le chiffre le plus bas depuis que la phase de construction du Projet a débuté dix ans auparavant.
 - Il n'y a pas eu de situation de non-conformité de niveau II ou III. Celles qui ont été enregistrées étaient toutes du niveau de classification le plus bas, c'est-à-dire de niveau I.
 - L'indice de performance de conformité du Projet s'est amélioré et était de l'ordre de 1,00 par mois à la mi-2010.
- Deux fuites ont été enregistrés dans la première moitié de 2010. Tous ont été rapidement maîtrisés et nettoyés sans porter d'atteinte durable à l'environnement.
 - Au cours d'une opération de chargement du pétrole pour l'exportation au terminal maritime, une bourrasque soudaine de forte intensité a provoqué un déversement lorsque le tuyau de chargement s'est détaché. L'activation des scellages automatiques a permis de limiter le déversement à environ 5 barils de pétrole brut.
 - Pendant l'entretien d'une vanne du pipeline d'exportation au Tchad, on s'est aperçu qu'une petite valve de contrôle était défectueuse. Tout le pétrole a été confiné à l'excavation et 27 barils de pétrole ont été récupérés.

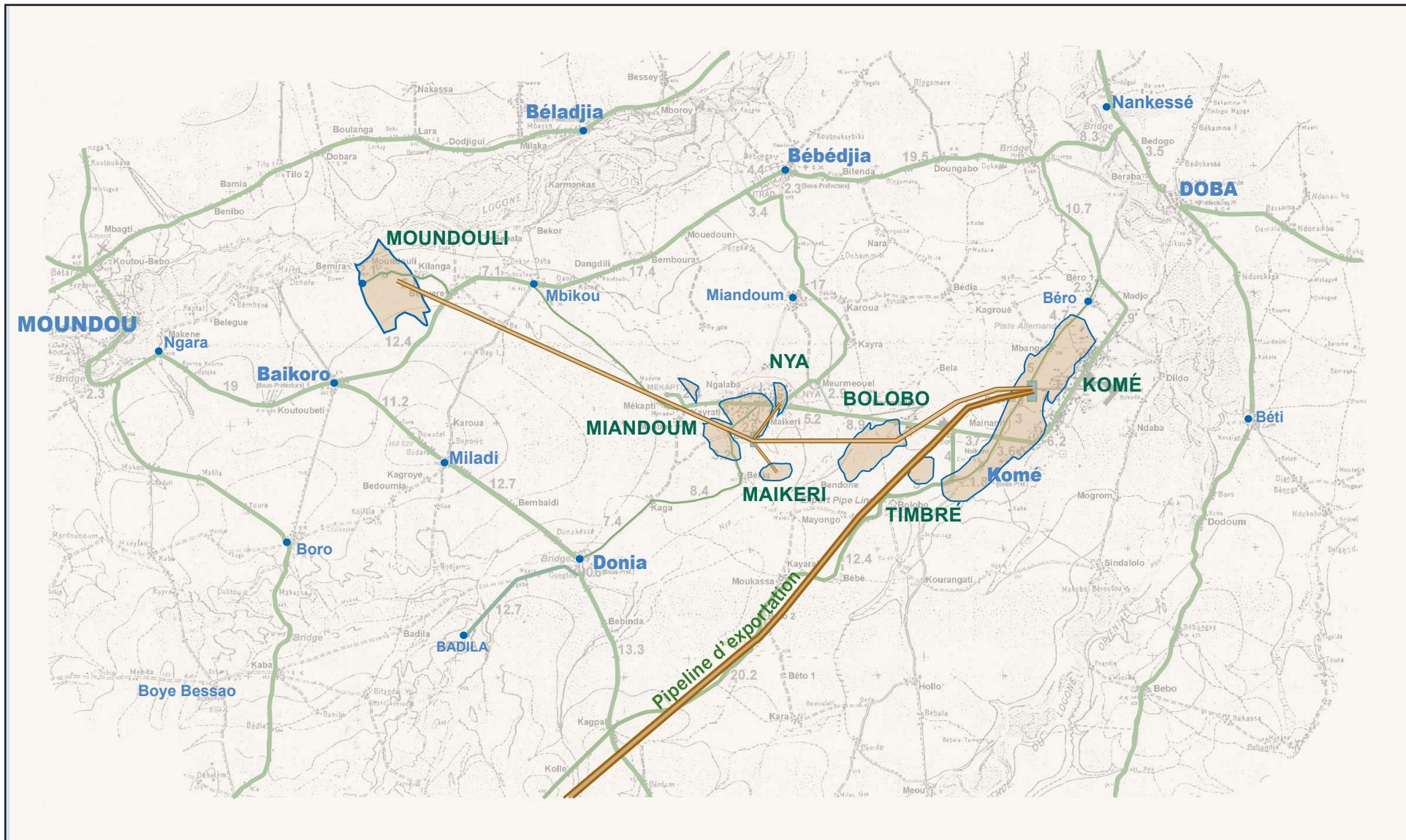
- Au premier semestre 2010, les initiatives du Plan de Gestion de l'Environnement ont donné lieu à un éventail de mesures de prévention des déversements.
 - Les équipes d'intervention d'urgence ont effectué des exercices d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures à plusieurs endroits, notamment dans une rivière de la zone des champs pétroliers et à bord du terminal maritime.
 - Des tests programmés d'entretien anticorrosion ont aidé à assurer l'intégrité du pipeline d'exportation et des réservoirs du terminal maritime.
- Des études techniques et environnementales ont été réalisées pour apporter une modification au pipeline d'exportation. Cette modification permettra au Cameroun d'aller de l'avant avec son projet d'électrification de Lom Pangar Dam.
- Le Projet a amélioré sa performance de sécurité au premier semestre 2010, en réduisant le taux d'incidents rapportables à un tiers du niveau de l'an dernier. Les gestionnaires du Projet attribuent cette amélioration à une nouvelle initiative par laquelle chaque employé prend un engagement officiel en matière de sécurité personnelle.
- Les sessions d'éducation publique dispensées de village en village dans le cadre du lancement d'un nouveau programme d'intégrité de l'emprise ont commencé le long de l'emprise du pipeline d'exportation qui s'étend sur des centaines de kilomètres. Les sessions d'éducation ont pour but d'expliquer ce que les fermiers peuvent planter sans danger dans l'emprise.
- Le montant total de la compensation individuelle pour l'occupation des terres versé par le Projet l'année dernière s'élève à plus de 920 millions de FCFA (plus de \$1,9 million de dollars) en espèces et en nature. Plus de 13,2 milliards de FCFA (environ \$22,3 millions de dollars) en compensation individuelle ont été versés depuis le commencement du Projet.
- Un programme de création de nouvelles rizicultures pour les cultivateurs de la zone des champs pétroliers a réalisé ses premières plantations au premier semestre 2010, juste à temps pour la saison des pluies. Le programme vient compléter le plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres.
- Les conclusions d'une étude d'évaluation environnementale et sociale dans la zone des champs pétroliers ont établi que les mesures d'atténuation existantes étaient mises en œuvre conformément au Plan de Gestion de l'Environnement et à ses documents d'appui.
- À la mi-année 2010, les Tchadiens et les Camerounais détenaient neuf sur dix des emplois directs du projet.
 - Plus de 71 % des Tchadiens et des Camerounais travaillant pour le Projet occupaient des postes qualifiés ou de qualification intermédiaire et 6 % avaient des postes de supervision.
 - Le total des salaires versés aux travailleurs locaux pour les douze derniers mois a atteint 38,0 milliards de FCFA (79,5 millions de dollars US).
- Le montant total des achats effectuées par le Projet auprès des fournisseurs locaux a approché les 112 milliards de FCFA (environ 235 millions de dollars US) pour les 12 derniers mois. Depuis que le Projet a commencé, ces achats s'élèvent à environ 1,26 trillions FCFA (pratiquement 2,3 milliards de dollars US).
- Les cliniques du Projet ont enregistré plus de 9 000 consultations de patients (employés) au premier semestre 2010.
- Alors qu'il entame sa deuxième année d'existence, le programme pour le renforcement économique des femmes dans la zone des champs pétroliers apporte son soutien à plus de 30 coopératives de femmes. Le programme a été financé par la Fondation ExxonMobil.

- Dans le cadre de la lutte contre le paludisme, deux importants programmes sont subventionnés par la fondation ExxonMobil au Tchad et au Cameroun. Le montant total de ces deux subventions s'élève à plus de 2,1 millions de dollars.
- Les investissements du Projet pour soutenir les niveaux de production du pétrole brut, associé à des prix forts pour le pétrole du bassin de Doba ont contribué à accroître considérablement les revenus globaux tchadiens au cours du premier semestre 2010. Au total, les revenus tchadiens s'élèvent jusqu'ici à 5,7 milliards de dollars.



Projet de développement Tchad/Cameroun

Zone du projet



Projet de développement Tchad/Cameroun

Vue d'ensemble de la zone pétrolière

Section

2

Production et Construction

Les investissements du Projet destinés à soutenir la production ont permis d'accroître la production de pétrole brut de milliers de barils par jour comparativement au niveau de l'an dernier. Le niveau de production journalière a augmenté d'environ 5% par rapport à la moyenne de 2009 et la production a atteint une moyenne de 125 000 barils par jour pour les six premiers mois de 2010.

Investissements de Soutien à la Production

Depuis Janvier 2007, le Projet a investi près de 2 milliard de dollars (environ 990 milliards de FCFA) dans des mesures de soutien de la production.

- Au premier semestre 2010, les dépenses pour le soutien de la production s'élevaient à 325 millions de dollars (plus de 161 milliards de FCFA), incluant 275 millions de dollars en investissements de capitaux et 50 millions de dollars pour les activités courantes directement reliées au maintien de la production.

Les mesures de soutien de la production comprennent des puits supplémentaires, un programme d'injection d'eau et des stimulations de puits – pour répondre aux caractéristiques complexes de la formation pétrolifère du bassin de Doba.

- A la mi-année, plus de 40% de la troisième phase du programme d'injection d'eau à haute pression était déjà terminée. L'expansion du projet a pris de l'avance, en partie en raison d'une saison des pluies précoce plus clémence que la normale, mais aussi en raison des efforts déployés pour accélérer la livraison des matériaux de construction dans le Sud tchadien. 54 puits d'injection d'eau au total ont été mis en service à la fin juin.

Le programme d'injection d'eau à haute pression a suppléé la baisse considérable de pression du bassin de Doba des champs pétroliers au fur et à mesure de la production d'huile. La pression doit être suffisante pour maintenir les niveaux de production.

- Le Projet qui prévoit ajouter plus de 100 nouveaux puits cette année en a déjà foré 56 jusqu'ici à la mi-année. Au total, 569 puits de production étaient en service à la fin juin.

Des puits supplémentaires ont aidé le Projet à venir à bout de la faible mobilité du pétrole du bassin de Doba. Une faible mobilité limitant le rayon effectif de chaque puits, il devient nécessaire de rapprocher les puits les uns des autres pour une extraction optimale.

- L'équipe des travaux de puits du Projet a réalisé 950 procédures de reconditionnement et d'amélioration de puits en 2010 et 546 ont été réalisées avant la mi-année.

Le pétrole du bassin de Doba se trouve dans des sables non consolidés, produisant de fines particules qui migrent vers les puits et obstruent les zones de production. Pour contrer ce problème les techniques employées sont des stimulations de puits pour balayer à contre-courant les pores dans la formation pétrolifère en plus des mises à niveau et des réparations des pompes de puits submersibles obstruées.

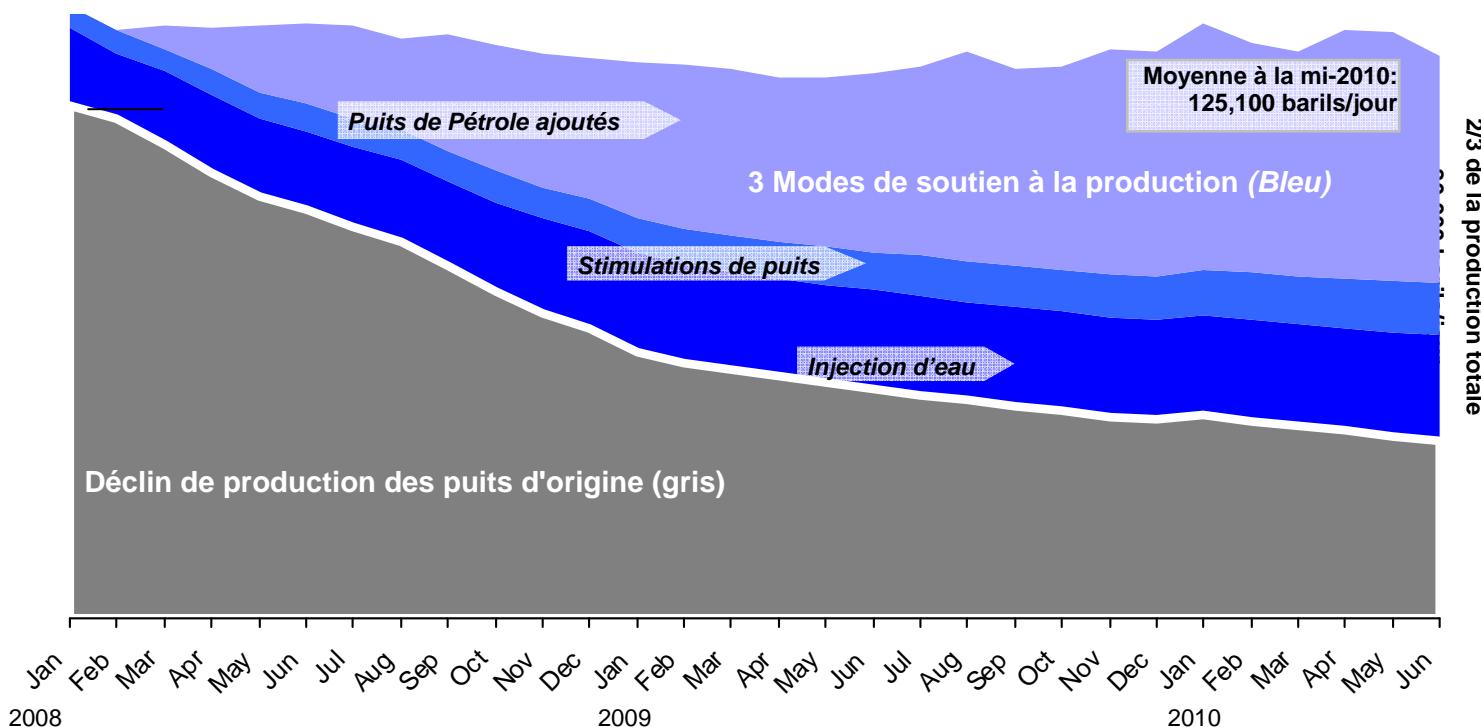
Statistiques de Production

Le Projet a expédié jusqu'ici sur les marchés mondiaux 354 millions barils de brut répartis en 390 chargements pétroliers. La production journalière moyenne en 2010 a été de 125 000 barils jours, soit environ 5% de plus que le niveau atteint en 2009.

◀ Statistiques de production pour les quatre derniers trimestres (volume net des exportations du terminal maritime)

	<i>3^e T 2009</i>	<i>4^e T 2009</i>	<i>1^e T 2010</i>	<i>2e T 2010</i>	<i>Total 12 mois</i>	<i>Total à ce jour</i>
Millions de barils	10,6	11,3	11,3	11,6	44,8	354,0
Navires pétroliers	12	13	12	12	49	390

◀ Résultats des investissements de soutien à la production (en milliers de barils)



Les investissements de soutien de la production contribuent pour 80 000 barils par jour à la production de pétrole brut du Projet. Sans les investissements du Consortium, la production serait tombée au-dessous de 40 000 barils, soit seulement un tiers du rendement actuel des champs pétroliers qui est de 125 100 barils par jours.

Les efforts du Projet pour maintenir les niveaux de production, jumelés avec les prix du pétrole brut sur le marché, affectent considérablement les revenus pétroliers tchadiens. Pour une mise à jour des informations sur les paiements du Projet au Tchad, voir le chapitre *Revenus du brut tchadien*.

Terminal maritime: le terminal flottant de stockage et de déchargement



Chaque million de barils de pétrole brut exporté par le Projet passe par ce navire (en haut), le terminal maritime amarré en permanence au large de la côte du Cameroun.



Une agence indépendante, Bureau Veritas (au milieu), effectue des inspections et des audits à bord pour assurer que les normes internationales de sécurité et d'intégrité opérationnelle sont respectées. L'équipage et les sous-traitants viennent de terminer un important projet de mise à niveau pour les systèmes de contrôle et d'alimentation électrique des navires (au milieu à droite, en bas à droite). Ces systèmes plus efficaces ont permis de réduire la quantité de pétrole brut utilisé comme carburant et d'accroître de ce fait la quantité de brut livrée aux marchés mondiaux. Les nouveaux systèmes ont aussi permis de réduire les émissions atmosphériques.



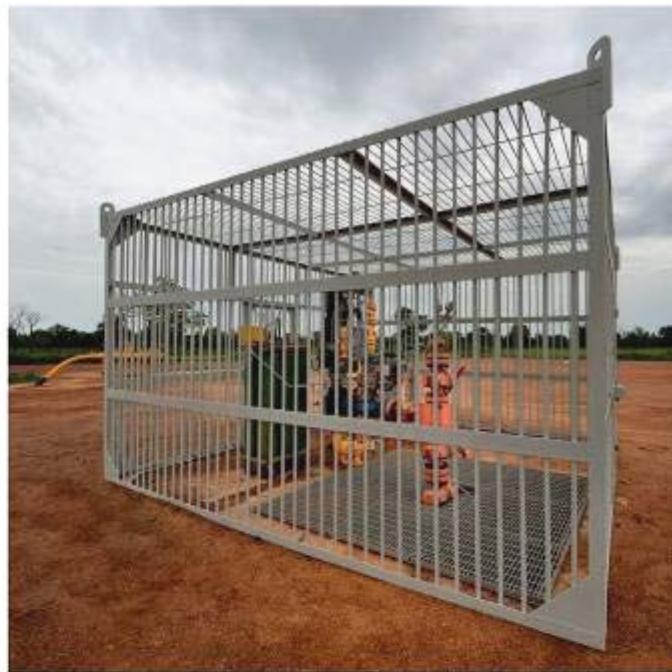
Pour plus d'informations sur les opérations au terminal maritime, voir les chapitres Sécurité, Programme de suivi et Emploi local.

Injection d'eau à haute pression : 3e phase

La troisième phase d'expansion du programme d'injection d'eau à haute pression a pris de l'avance au premier semestre 2010. Les employés font passer des câbles électriques (en haut) et relient des canalisations (en bas à droite) à l'énorme pompe (en bas à gauche) qui réinjectera des centaines de milliers de barils d'eau supplémentaires par jour dans les formations pétrolifères à plus d'un kilomètre sous la surface de la terre. L'eau, qui est initialement séparée du pétrole brut à l'installation centrale de traitement en vue de préparer le pétrole pour le transport par pipeline vers la côte du Cameroun, aide à maintenir la pression souterraine dans les champs et soutient ainsi la production pétrolière en cours.

Champ de pétrole de Timbre: pétrole + gaz

Ce puits dans le nouveau champ pétrolier de Timbre produit une combinaison de liquide de qualité et de gaz naturel. Ce gaz s'avèrera important à l'avenir, car comme le nombre de puits de pétrole augmente, les besoins énergétiques augmentent aussi en conséquence. Le gaz naturel de ce puits et de trois puits additionnels projetés fournira un combustible propre pour les turbines productrices d'électricité à l'installation centrale de Komé. Les canalisations du puits ont été peintes en orange suivant le code couleur indiquant la présence de gaz naturel. L'huile de ce puits constitue vraiment un plus, car elle est de bien meilleure qualité que la majorité du pétrole provenant du bassin de Doba. Même si le puits ne produit pas un pourcentage majeur de la production totale des champs pétroliers, sa haute qualité fait quand même une petite différence dans la qualité globale du flux d'exportation.

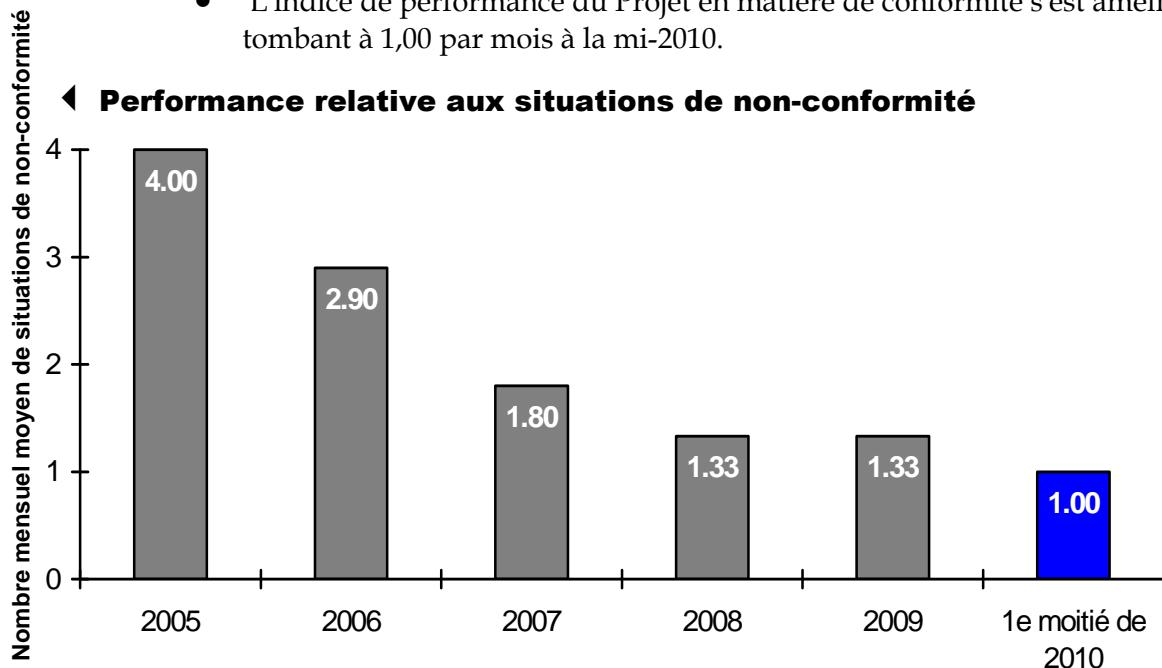


Section 3

Situations de non-conformité au PGE

Aux premier et deuxième trimestres 2010, le Projet a réalisé un nouveau record de conformité dans le cadre du Plan de Gestion de l'Environnement (PGE).

- Six situations de non-conformité ont été enregistrées durant cette période, soit le chiffre le plus bas depuis que la construction du Projet a débuté dix ans auparavant.
- Il n'y a pas eu de situation de non-conformité de niveau II ou III et celles qui ont été enregistrées étaient toutes du niveau de classification le plus bas, c'est-à-dire de niveau I.
- L'indice de performance du Projet en matière de conformité s'est amélioré en tombant à 1,00 par mois à la mi-2010.



Le taux de non-conformité mensuel du Projet est tombé à 1,00 à partir de la fin juin, une amélioration de 33 % par rapport au taux de 2009, soit le taux le plus bas depuis les premiers jours de la construction du Projet, une décennie auparavant.

Déversements Il y a eu deux déversements au cours du premier semestre 2010. Dans chaque cas, le déversement a été rapidement contenu et nettoyé sans porter d'atteinte durable à l'environnement.

22 avril : Une bourrasque de vent soudaine et de forte intensité a frappé le terminal maritime pendant la nuit au cours d'une opération de chargement de pétrole pour l'exportation. Des vents d'une rare violence (jusqu'à 60 noeuds), changeant constamment de direction, ont finalement réussi à désaligner le pétrolier d'exportation et le terminal flottant de stockage et de décharge. Les doubles lignes d'amarrage entre les deux bâtiments se sont séparé ce qui a activé les coupleurs auto-obturants dont sont munies les extrémités du tuyau de chargement. Tel que prévu, les organes d'accouplement ont scellé les extrémités du tuyau de sorte que moins d'un baril s'est répandu dans l'eau. Environ quatre barils de pétrole se sont déversés sur le pont du pétrolier d'exportation dont une partie s'est répandue dans la mer en raison de la pluie torrentielle.

Suivant les prescriptions spécifiques du plan d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, des dispersants ont été appliqués sur la fine nappe de pétrole sur l'eau. Le lendemain du déversement, aucune nappe de pétrole n'était détectable sur l'eau. Des patrouilles ont été effectuées sur la plage pendant six jours après le déversement, mais le pétrole n'a pas atteint le littoral.

Une intervention massive d'urgence a été déclenchée jusqu'à qu'on soit en mesure de déterminer l'ampleur du déversement. Les fonctionnaires du gouvernement camerounais et les autorités locales de la région de Kribi ont été notifiés et tenus au courant de la situation tout au long de l'intervention.

À la suite d'une enquête détaillée, plusieurs mesures ont été prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

- Amélioration des procédures relatives aux conditions météorologiques en engageant une société privée de prévisions météo qui fournit des alertes concernant les événements météorologiques violents.
- Mise à jour du mode opératoire relatif à l'alignement du pétrolier, au système de déconnexion rapide, aux conditions météo et aux tensions d'amarrage.
- Remplacement de l'équipement d'amarrage par un nouvel équipement.

10 Mai : Des travaux d'entretien étaient en cours sur la vanne numéro 4 du pipeline d'exportation au point kilométrique 98. Pendant les travaux en cours, du pétrole a commencé à couler d'une ligne de graissage en raison de la défaillance d'une petite valve de contrôle. Le système du pipeline d'exportation a été immédiatement fermé.

Tout le pétrole déversé a été confiné à l'excavation profonde entourant la vanne en réparation. L'équipe d'intervention d'urgence, dépêchée avec un camion-aspirateur, est arrivée sur les lieux dans les heures qui ont suivi. À l'aide du camion-aspirateur, elle a retiré environ 27 barils de pétrole de l'excavation ce qui lui a permis de pénétrer dans l'excavation et de raccorder la ligne de graissage.

Pour éviter que l'incident ne se reproduise, les procédures d'entretien des vannes de la ligne principale ont été modifiées en se basant sur l'enquête post-incident.

**Récapitulation
des situations à
signaler aux 1^e
et 2^e trimestres**

◀ Nombre total de situations à signaler par pays

	1 ^e T 2010				2 ^e T 2010			
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
Tchad	0	0	0	0	2	0	0	2
Cameroun	1	0	0	1	3	0	0	3
Total	1	0	0	1	5	0	0	5

◀ Situations de non-conformité par société

	1 ^e T 2010				2 ^e T 2010			
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
Africa Security	0	0	0	0	1	0	0	1
Bantou	1	0	0	1	0	0	0	0
FMC	0	0	0	0	1	0	0	1
PSN	0	0	0	0	3	0	0	3

◀ Situations de non-conformité par catégorie

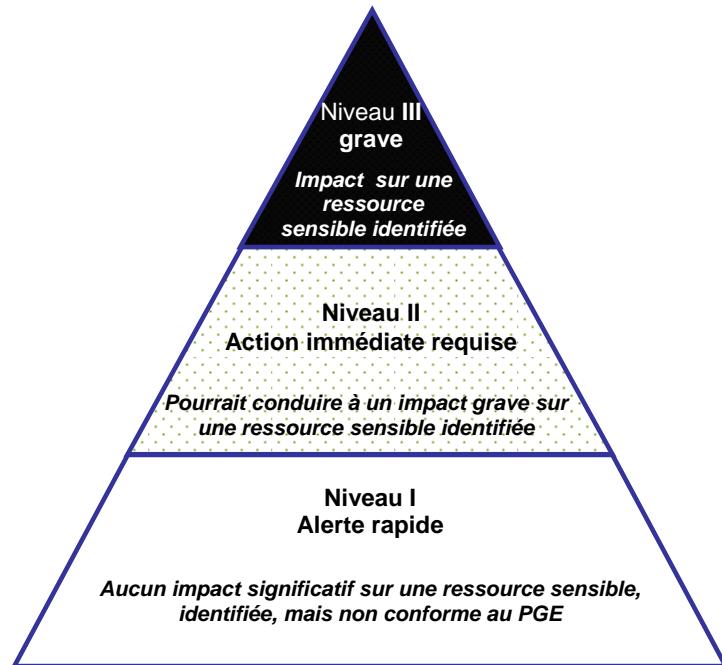
	1 ^e T 2010				2 ^e T 2010			
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
Santé/Santé au travail	0	0	0	0	1	0	0	1
Main-d'œuvre – Code du travail	1	0	0	1	0	0	0	0
Terres – Usage non autorisé	0	0	0	0	1	0	0	1
Terres — Réinstallation/restauration	0	0	0	0	1	0	0	1
Gestion des déchets – Manutention/Transport	0	0	0	0	2	0	0	2
Total	1	0	0	1	5	0	0	5

**Contexte:
Situations de
PGE à signaler**

Le Plan de Gestion de l'Environnement du Projet comprend des normes pour rapporter les situations de non-conformité et les déversements accidentels. Ces normes fournissent des mécanismes méthodiques et cohérents pour mesurer la performance des protections environnementales et la prévention des déversements accidentels.

Situations de non-conformité

Le système de classement à trois niveaux pour les situations de non-conformités a été conçu comme un système d'alerte rapide pour détecter les problèmes et faciliter la rectification des comportements et pratiques non conformes bien avant qu'ils ne deviennent assez graves pour causer des dommages.



Cette pyramide illustre l'approche utilisée par le système d'alerte rapide du Projet pour identifier et gérer les situations de non-conformité au PGE. Les deux premiers niveaux servent à alerter le Projet des impacts environnementaux possibles. Seul le niveau le plus élevé, le niveau III, indique qu'un impact environnemental grave s'est produit sur une ressource sensible identifiée.

Déversements

Le Plan de Gestion de l'Environnement du Projet exige que soient consignés les déversements accidentels relatifs à un baril de pétrole, à 10 barils d'eau produite ou à 100 kilogrammes de produits chimiques.

Section 4

Programme de suivi et de gestion du PGE

Au premier semestre 2010, le Projet a surtout porté son attention sur un vaste éventail de mesures d'intervention et de prévention des déversements incluant notamment des exercices, l'intégrité des pipelines et des réservoirs, de même que l'éducation communautaire.

Veiller à la disponibilité opérationnelle : de Komé à Kribi



Ces deux exercices sur les déversements accidentels d'hydrocarbures sont des exemples du travail de préparation opérationnelle qui met fréquemment à l'épreuve le personnel et l'équipement dans toutes les zones du Projet, d'une rivière à proximité des champs pétroliers de Komé (en haut) jusqu'au terminal maritime au large de la côte de Kribi (en bas).

Veiller à la disponibilité opérationnelle : le terminal maritime



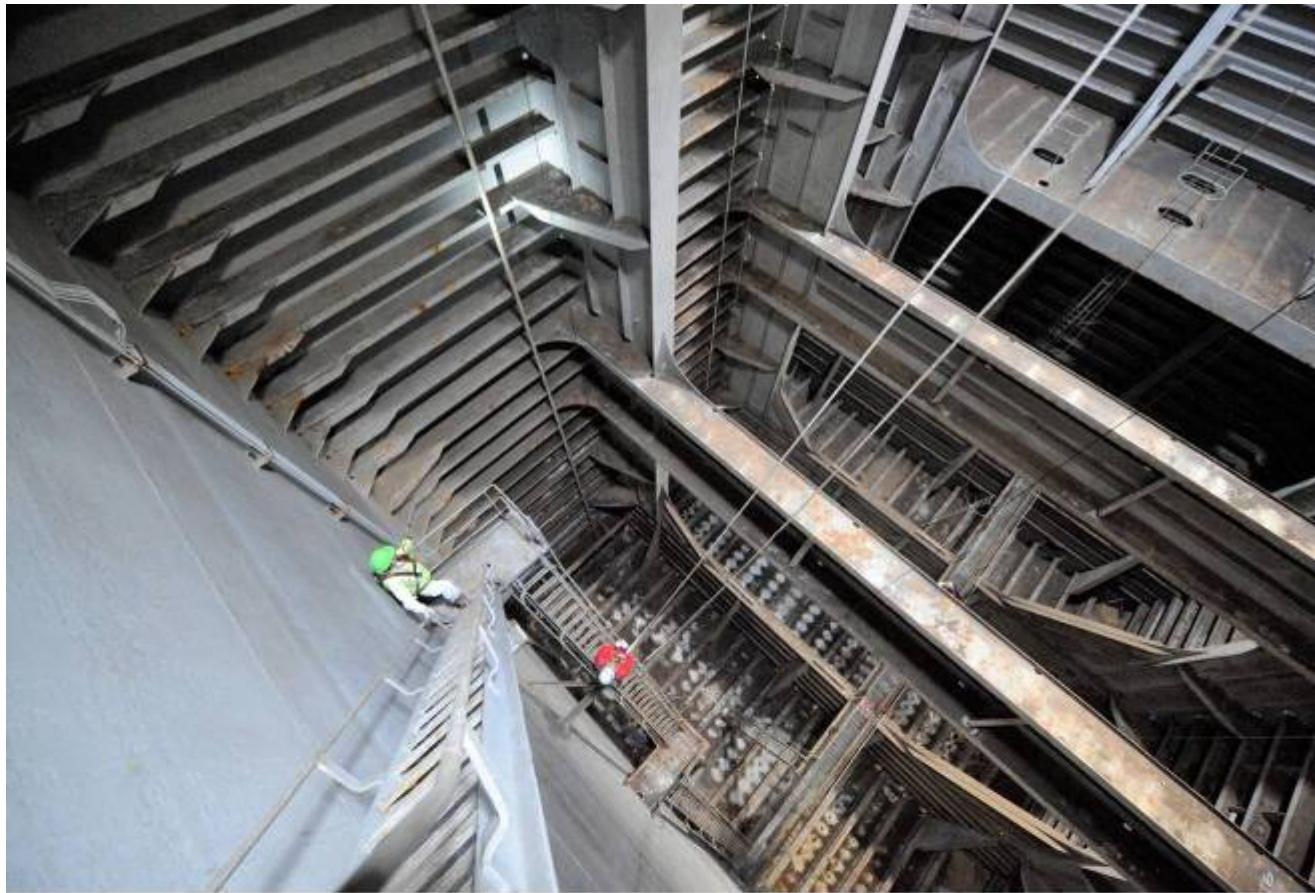
Les intervenants d'urgence dans un exercice sur un déversement accidentel gonflent et mettent à l'eau depuis le pont du terminal flottant de stockage et de décharge (en haut) des barrières flottantes à usage maritime pour contenir le déversement. Une des embarcations d'assistance du navire déploie la barrière flottante dans l'eau (en bas à gauche). Les navires de soutien, quant à eux, se sont exercés à épandre des dispersants pulvérisés hypothétiques en utilisant l'eau de mer aux fins de l'exercice d'intervention en cas de déversement.

Veiller à la disponibilité opérationnelle : une rivière dans la zone des champs pétroliers



Des plans d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, spécifiques à une région, ont établi tout le long du tracé du pipeline des points de contrôle pré-planifiés comme celui-ci, le long des berges d'une rivière dans la région de Komé. Ces points de contrôle permettent un déploiement rapide des barrages flottants pour bloquer l'avancée du pétrole en cas de déversement. Cette équipe d'intervention d'urgence, effectuant un des nombreux exercices qui ont lieu au cours de l'année, a amené au site dans une remorque un dépôt de matériel d'intervention en cas de déversement ainsi qu'un bateau à moteur (en haut à gauche et à droite). La remorque contient, entre autres, des pans de barrages de confinement (en bas), différents types d'écumeurs, des matières absorbantes et des équipements de protection individuels.

Prévention des déversements : les réservoirs du terminal maritime



Tous les cinq ans, le Projet fait inspecter le métal des réservoirs du terminal flottant de stockage et de décharge suivant un calendrier alternant. Une équipe de chantier naval spécialement formée vient au Cameroun pour effectuer les inspections, incluant cette citerne de ballast pour l'eau de mer. Les réservoirs sont vidés et nettoyés pour les inspections afin que les inspecteurs puissent descendre en rappel le long des parois des réservoirs à plusieurs étages afin de vérifier la présence de corrosion sur chaque surface. Les techniciens utilisent des appareils électroniques de mesure ultrasonique de précision pour mesurer l'épaisseur du métal et détecter les zones qui ont besoin d'être renforcées.



Prévention des déversements : le pipeline d'exportation



Racleurs intelligents et essais ultrasoniques de l'épaisseur des métaux — ces technologies aident le Projet à s'assurer que son plan de prévention contre la corrosion est en mesure de protéger le pipeline d'exportation. Les racleurs sont des appareils qui sont systématiquement envoyés dans le pipeline pour nettoyer sa surface intérieure et aider à l'inspecter. Ces racleurs (au milieu à droite) contiennent des instruments sophistiqués servant à détecter les anomalies. Dans le cas présent, les données collectées par les racleurs ont révélé un problème potentiel. Des équipes ont excavé le pipeline à cet endroit pour l'examiner de plus près (en haut). Utilisant un appareil à ultra-son (en bas à gauche et à droite), les personnels ont confirmé la présence d'une anomalie et ils l'ont donc rectifiée avant qu'elle ne puisse devenir un problème.

Le barrage de Lom Pangar : études environnementales et techniques sur la modification du pipeline



Des études techniques et d'évaluation environnementale approfondies ont été réalisées pour la modification du pipeline d'exportation, modification qui s'impose pour mener à bien le projet d'électrification du barrage de Lom Pangar au Cameroun. Les conclusions de ces études appuient le plan de modification des deux sections du pipeline qui seront inondées lorsque le barrage sera terminé. Un grand nombre de représentants du gouvernement camerounais, des ONG et des médias ont assisté au séminaire du projet et ont obtenu des détails complets sur l'étude réalisée.



Taco Hoencamp, société Royal Haskoning, sous-traitant en évaluation environnementale pour la modification du pipeline : « *Nous avons conclu que ce projet de modification du pipeline n'aura qu'un impact mineur sur l'environnement. Trois mesures de protection importantes seront appliquées. Le projet sera réalisé en pleine conformité avec le Plan de Gestion de l'Environnement existant, qui est très bon. Pour limiter l'accès aux braconniers, nous avons trouvé un moyen de réduire les voies d'accès au site qui doivent être limitées et contrôlées. Notre recommandation aidera à préserver la zone environnementale sensible existante. Le nouveau Parc national de Deng Deng ne sera pas affecté et nous avons recommandé de mettre à contribution les camps de construction à proximité pour réduire la superficie occupée par le projet.*

La conception du projet inclut aussi des vannes de contrôle de sécurité additionnelles pour limiter un déversement éventuel et il y a un bon plan d'intervention en cas de déversement accidentel qui prévoit un nouveau dépôt d'équipement et de fournitures dans la zone pour les interventions en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. »

Barrage de Lom Pangar : une coopération

Michael Ngako Tomdio, ministre de l'Énergie et de l'Eau pour le Cameroun : « *Le barrage de Lom Pangar permettra d'apporter environ 140 à 170 mégawatts supplémentaires d'énergie garantie au système des centrales électriques existantes. Il est important de souligner que cette construction est d'une grande importance pour le développement du secteur énergétique du Cameroun. En d'autres termes, cette installation constitue la clef de voûte du système électrique camerounais.* »



Peter Matthys, Directeur général de COTCO/TOTCO : « *COTCO se réjouit de coopérer avec les autorités sur le projet d'adaptation du pipeline qui s'avère nécessaire pour que barrage puisse être réalisé. COTCO et le gouvernement ont signé un accord en 2009 en vue de financer des études environnementales et techniques relatives au projet d'adaptation du pipeline. COTCO a reçu en novembre la somme de 3,1 millions de dollars octroyée par le Gouvernement du Cameroun pour la réalisation de ces études. Ces études ont été entièrement réalisées dans les limites du budget et dans les délais impartis par le Gouvernement. Les rapports finaux ont été examinés par des experts indépendants pour le compte du Gouvernement camerounais et des bailleurs de fonds de COTCO.* »



Gestion des déchets

A mi 2010, le Projet avait stocké moins de 891 tonnes déchets dangereux en attente d'être traités. Certains des déchets entreposés attendent un recyclage conformément aux directives du PGE. Le Projet utilise aussi diverses techniques, décrites dans le PGE, pour éliminer les déchets non dangereux (e.g., incinération, décharge, recyclage et sous-traitants tiers), tel qu'illustré dans le tableau suivant.

◀ **Tableau de répartition des déchets non-dangereux (Tonnes)**

	3 ^e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^e T 2010	2 ^e T 2010	Total 12 mois
Ordures ménagères incinérées sur place	245	573	424	516	1 758
Déchets solides inoffensifs enterrés (décharge)	111	353	187	171	822
Déchets recyclés aux communautés locales	766	647	455	390	2 258
Déchets envoyés à des installations indépendantes autorisées pour réutilisation, recyclage ou élimination	237	101	91	841	1 270
Total	1 359	1 674	1 157	1 918	6 108

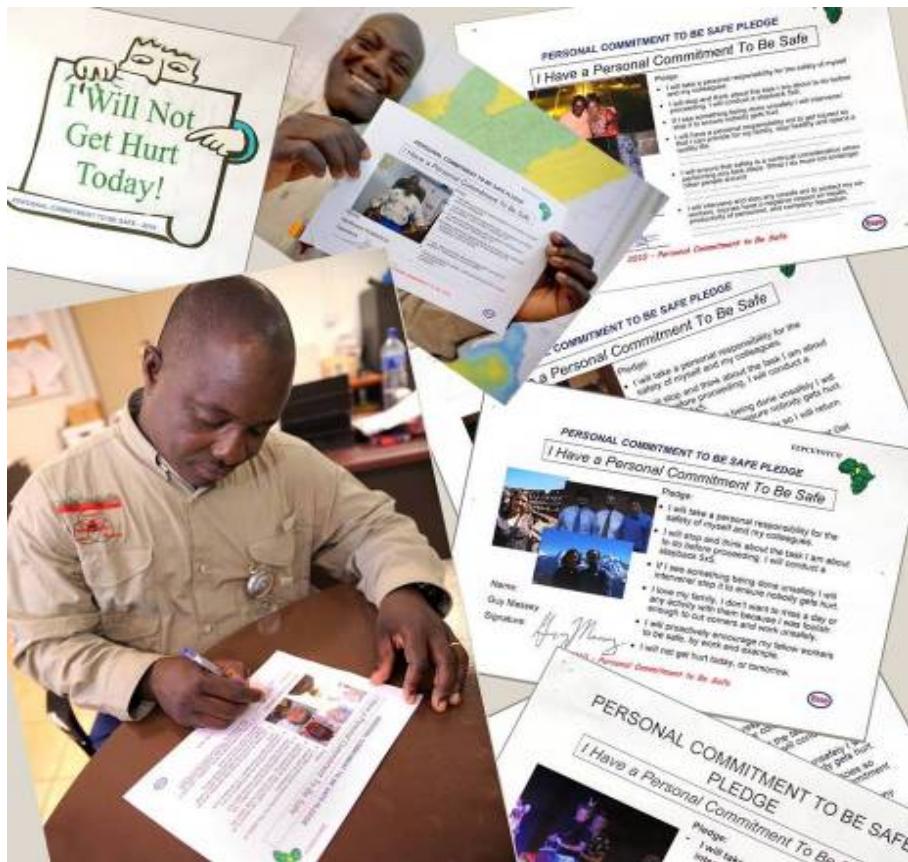
Section

5

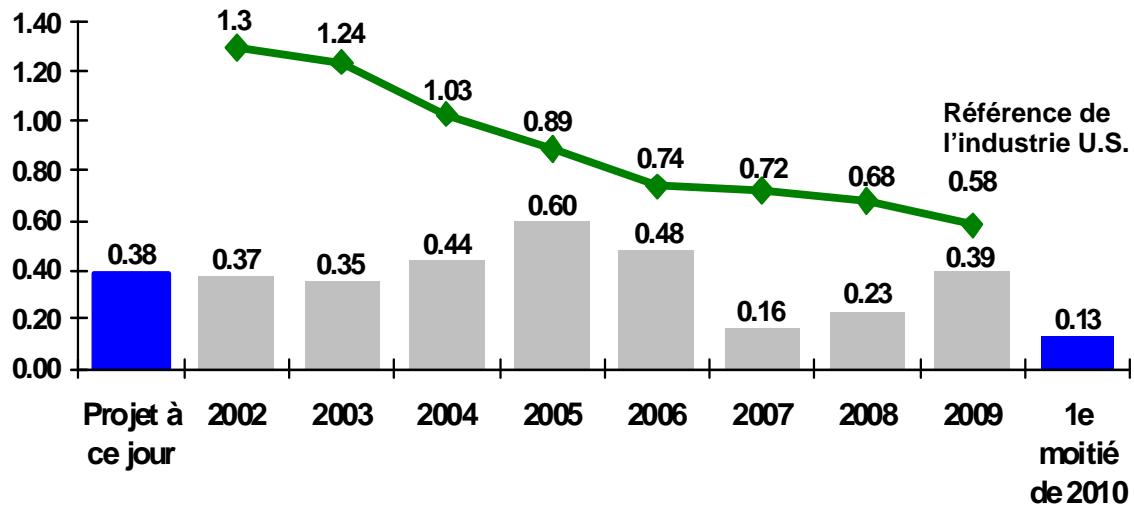
La sécurité

Le Projet a amélioré sa performance en matière de sécurité au premier semestre 2010, réduisant l'indicateur clé de performance, appelé le taux d'incidents rapportables, à un tiers du niveau enregistré l'an dernier. Les gestionnaires du Projet attribuent cette amélioration à une nouvelle initiative en matière de sécurité : la réaffirmation de l'engagement du Projet à l'égard d'un lieu de travail sûr par laquelle chaque employé prend un engagement officiel en matière de sécurité personnelle.

Un engagement personnel à l'égard de la sécurité



L'engagement personnel envers le programme de sécurité reconnaît que les facteurs humains sont le fondement de la sécurité, et que les engagements respectifs des employés constituent une culture de la sécurité à l'échelle de l'organisation. À travers tous les chantiers du Projet — dans les bureaux, sur les portes et les panneaux d'affichage, aux fenêtres — les employés ont affiché leurs promesses à l'égard de la sécurité. Chaque employé du Projet a rédigé une promesse et l'a signée, en prenant un engagement personnel à l'égard de la sécurité. Bon nombre de promesses incluent des photos de famille et l'engagement d'appliquer ces pratiques de travail sûres à la maison.

Statistiques de sécurité**◀ Total d'accidents rapportables — Inférieur à la référence de l'industrie (Nombre total d'incidents rapportables par 200 000 heures travaillées)**

Une mesure rependue de la performance de sécurité, le taux d'incidents rapportables prend même en compte les accidents avec blessure mineure. Jusqu'ici en 2010, les employés du Projet ont considérablement amélioré le taux. Le taux d'incident rapportables des employés du Projet et contractants est demeuré bien au-dessous du taux moyen de l'industrie pétrolière dans son ensemble et le taux au sein de l'industrie est un chiffre quatre fois supérieur au taux d'accident du Projet jusqu'ici en 2010. Le taux mesure les incidents rapportables par 200 000 heures travaillées et la moyenne de référence de l'industrie pétrolière américaine provient des rapports des sociétés qui font partie de l'American Petroleum Institute.

◀ Accidents (à consigner selon l'OSHA)

	3 ^e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^e T 2010	2 ^e T 2010	12 derniers mois	Projet (depuis 2000)
Accidents mortels	0	0	0	0	0	4
Arrêts de travail	0	0	0	0	0	27
Travaux allégés	1	6	0	1	8	139
Traitement médical requis	2	5	2	3	12	289
Premiers soins	23	19	15	24	81	2 703
Heures de travail (milliers)	4 686	4 592	4 460	4 482	18 220	242 904

Analyse des tendances

Taux d'incidents à signaler	0,13	0,48	0,09	0,18	0,22	0,38
Taux d'incidents avec arrêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02

Ces statistiques de sécurité du Projet concernent EEPCI, TOTCO, COTCO, et les autres sociétés affiliées travaillant pour le Projet et leurs sous-traitants respectifs. Elles incluent des incidents impliquant un lieu, un bien ou des activités exécutées, contrôlées ou supervisées par ces entités.

◀ Nombre d'accidents de la route

	3^e T 2009	4^e T 2009	1^e T 2010	2^e T 2010	12 derniers mois	Project (Depuis 2000)
Accidents de la route	11	6	6	9	32	874

Inclut tous les incidents de la circulation des véhicules du Projet, y compris ceux qui, d'après les directives de l'OSHA, ne sont pas rapportables. Le total inclut les accidents ayant causé des dégâts matériels majeurs ou mineurs aux véhicules ainsi que les accidents avec des blessés, y compris les accidents non rapportables.

Procédés en matière de sécurité : Analyse de la sécurité des tâches et espaces clos

Chaque tâche du Projet est précédée d'un processus d'évaluation des risques reliés à la sécurité, appelé une analyse de la sécurité des tâches ou JSA. Par exemple, avant un exercice relatif à un déversement accidentel d'hydrocarbures (en haut) l'équipe d'urgence s'est réunie pour passer en revue une JSA de six pages, répertoriant les risques et les mesures d'atténuation. La JSA mène souvent à une procédure de sécurité spécialisée comme dans cette situation (en bas) concernant des travaux dans un réservoir au terminal maritime, où une procédure méticuleuse pour les espaces clos requiert une surveillance méthodique et une responsabilisation quant aux employés qui se trouvent à l'intérieur ou l'extérieur du réservoir.

Processus de sécurité : transport aérien

Le Projet fait un usage considérable d'aéronefs pour déplacer le personnel à travers les centaines de champs pétroliers et le long du pipeline. Une gamme de procédures de sécurité ont fait en sorte que le programme d'aéronefs n'a enregistré aucun accident depuis que Projet existe. Les hélicoptères transportent le personnel à destination et en provenance de l'héliport (en haut à gauche) au terminal maritime au large. Tout comme lors d'un vol commercial, les passagers reçoivent un briefing de sécurité obligatoire avant le vol, ainsi qu'un livret de procédures de sécurité pour les personnes arrivant à bord du terminal maritime. Pour bénéficier d'une marge de sécurité supplémentaire, chaque avion du Projet est équipé de deux moteurs et a deux pilotes (au milieu à droite) à bord. Les passagers portent des gilets de sauvetage, car c'est un trajet avec survol de l'eau et des protecteurs auditifs contre le bruit de l'hélicoptère. À l'atterrissement, un agent incendie monte la garde (en bas à droite) juste au cas où il y aurait un incident.

Une année sans accident : la récompense



Les équipes qui travaillent sur l'installation de forage n° 292 ont atteint en juin une étape majeure en matière de sécurité. Elles ont travaillé pendant plus d'un an sans enregistrer aucune sorte d'accident, pas même d'accident mineur nécessitant des premiers secours. Pour célébrer cet accomplissement et pour les féliciter, le Projet a organisé un barbecue sur le chantier et fermé l'installation de forage à l'heure du déjeuner. Des témoignages comme celui-ci visent à récompenser une performance en matière de sécurité et un accomplissement qui inspire de la fierté, de même que de bâtir une culture de sécurité.



Madjitelem Djindiguedji, assistant électricien, installation de forage n° 292 : « Nous sommes vraiment fiers parce que nous avons fait ça en suivant les procédures de sécurité. Évaluer les risques avant de commencer le travail. Appliquer les pratiques communément admises. Sans prendre aucun raccourci. J'ai une femme et deux enfants et c'est pourquoi la sécurité est vitale. Je pars de chez moi sain et sauf et je veux aussi rentrer chez moi sain et sauf. »

Netoumbaye Djimtolabaye, cariste, installation de forage n° 292 : « Le secret de notre record de sécurité, c'est l'application des concepts que nous avons appris. Nous évaluons les risques avant de commencer le travail.

Nous communiquons en équipe et si nous voyons un problème, nous prenons du recul, arrêtons le travail et réfléchissons à la situation avant qu'un accident ne se produise. Il ne faut pas trop se presser, car en commettant une erreur, on peut blesser quelqu'un. »



**Contexte:
Les standards du
Projet relatifs
aux rapports de
sécurité****Mesure de la performance de sécurité**

La présentation et l'analyse statistique des rapports d'accidents jouent un rôle clé dans l'effort de prévention dans le cadre de grands Projets industriels comme le Projet de Développement Tchad-Cameroun.

- Comme beaucoup d'autres sociétés, ExxonMobil a sélectionné les directives largement reconnues de l'OSHA comme standard pour la mesure des performances en matière de sécurité dans le monde. Les statistiques obtenues par le Projet peuvent donc être comparées à celles provenant d'autres régions.
- Les directives de l'OSHA sont également largement utilisées par d'autres sociétés pétrolières et un certain nombre de secteurs similaires, fournissant ainsi une source supplémentaire de référence pour mesurer la performance du Projet en matière de sécurité.

En plus de la mise en œuvre mondiale des strictes directives de l'OSHA, Esso se conforme également à toutes les règles locales concernant l'enregistrement et notification des accidents et des statistiques d'accidents qui peuvent être mises en vigueur dans le pays où elle exerce ses activités. En conséquence, le Projet tient à jour et analyse une gamme complète de statistiques en matière de sécurité, même si les gouvernements du Tchad et du Cameroun n'ont pas encore adopté de normes de sécurité détaillées semblables à celles que l'on retrouve dans les pays industrialisés.

Transparence des résultats

La consignation des accidents par le Projet au Tchad et au Cameroun correspond aux pratiques de transparence appliquées dans la plupart des pays industrialisés et, dans certains cas, les dépassent.

- Tous les accidents graves, y compris ceux qui tombent en dehors des directives de l'OSHA, sont immédiatement déclarés aux autorités locales à des fins d'enquête. Les forces de l'ordre locales sont généralement sur les lieux dans les quelques minutes qui suivent un accident grave et coopèrent avec le Projet aux enquêtes de police. La consignation des accidents par le Projet est donc identique à ce qui se pratique aux États-Unis et dans de nombreux pays où la police, les pompiers ou autres organisations d'urgence sont appelées sur la scène d'un accident grave.
- De plus, les statistiques de performance de sécurité, basées sur les normes de l'OSHA, sont publiées dans les rapports de mise à jour. Comme l'indique la préface, ces rapports sont publiés sur Internet (www.essochad.com) et des centaines d'exemplaires imprimés sont distribués aux parties prenantes y compris aux ONG dans les deux pays d'accueil et à la communauté internationale.

Section 6

Consultation et communication

Les sessions d'éducation publique dispensée de village en village ont commencé le long de l'emprise du pipeline d'exportation qui s'étend sur des centaines de kilomètres au Cameroun. Les réunions éducatives constituent le point de départ d'une nouvelle initiative appelée le programme d'intégrité de l'emprise où l'éducation publique sur la protection du pipeline s'allie à une gamme complète de mesures regroupées et améliorées sur l'entretien de l'emprise. En conséquence, le nombre de réunions de consultation publique a substantiellement augmenté au Cameroun au cours du deuxième trimestre.

◀ Table des réunions de consultations

Pendant les 12 derniers mois, le Projet a tenu environ 800 réunions de consultation publique auxquelles ont assisté près de 26 000 personnes.

	3 ^e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^e T 2010	2 ^e T 2010	Total
Tchad					
Sessions	115	53	76	72	316
Présences	6 607	6 207	4 186	3 745	20 745
Cameroun					
Sessions	123	88	116	154	481
Présences	1 200	1 431	1 155	1 760	5 546
Total du Projet					
Sessions	238	141	192	226	797
Présences	7 807	7 638	5 341	5 505	26 291

Sessions d'éducation de village en village : Le programme d'intégrité de l'emprise



Tout le long de l'emprise du pipeline d'exportation au Cameroun, le Projet a commencé à tenir des réunions de sensibilisation sur le programme d'intégrité de l'emprise comme celle-ci dans le village de Bikondo (en haut). La nouvelle initiative met l'accent sur la participation locale pour prendre soin du pipeline. Les résidents sont encouragés à cultiver les terres dégagées de l'emprise pour autant qu'ils plantent uniquement des récoltes à enracinement superficiel, la présence d'arbres directement dans l'emprise étant interdite. En plus d'un dialogue qui se déroule dans les deux sens pendant les sessions, des t-shirts ornés de slogans (en bas à gauche) sont distribués gratuitement pour que tout le monde se souvienne des directives. Par ailleurs, un programme amélioré d'embauche et de formation des villageois relatif à la surveillance du pipeline a été élargi à toutes les zones du pipeline.

Jean-Marie Se (en bas à droite), Chef du village de Zoatoupsi : « Cette nouvelle approche pour prendre soin de l'emprise du pipeline est très importante. Nous en sommes très heureux. Tous les coupeurs d'herbe qui travaillent à l'entretien sur le tracé du pipeline reçoivent ainsi un salaire standard. Il est bon aussi que notre village aide à patrouiller le pipeline. Comme nous connaissons très bien la région, nous ferons du bon travail. Et si jamais il y a un problème, ce sera un problème qui nous concerne tous. C'est pourquoi nous sommes contents de notre participation. »

Section

7

Compensation

Le montant total de la compensation individuelle pour l'occupation des terres versé par le Projet durant les 4 derniers trimestres s'élève à plus de 920 millions de FCFA (plus de 1,9 million de dollars) en espèces et en nature. Plus de 13,2 milliards de FCFA (environ 22,3 millions de dollars) en compensation individuelle ont été versés depuis le commencement du Projet.

◀ Compensation individuelle (en millions FCFA)

	3 ^e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^e T 2010	2 ^e T 2010	Total 12 mois	Total à ce jour
Tchad	182,7	203,1	251,8	266,5	904,1	7 546,40
Cameroun	4,3	3,7	5,8	5,6	19,4	5 704,00
Total du Projet	187,0	206,8	257,6	272,1	923,5	13 250,40



Les cérémonies de paiement de compensation aux utilisateurs de terrains individuels comme celle-ci dans le village de Bero dans la zone des champs pétroliers suivent un protocole à plusieurs étapes qui est défini dans le Plan de Gestion de l'Environnement. Les taux de compensation sont affichés et des réunions de suivi sont tenues dans les villages pour s'assurer que les compensations proposées sont bien comprises, en incluant le déroulement d'un dialogue pour répondre à toutes les questions. Le paiement lui-même a lieu en public pour que toutes les personnes du village puissent voir que tout le monde est traité de la même manière. Les photographies prises lors du paiement de compensation versé à chaque utilisateur de terre ont été conservées depuis le début de la construction du Projet.

Section 8

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

Un programme de création de nouvelles rizicultures pour les cultivateurs de la zone des champs pétroliers a réalisé ses premières plantations au premier semestre 2010, juste à temps pour la saison des pluies. Cette initiative foncière fait partie d'une série de mesures additionnelles que le Projet a adoptée, maintenant que les activités des neuf domaines d'action initiaux du plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres de 2007 sont pratiquement terminées.

Création de nouvelles rizières



Les cultivateurs dans les villages de dix zones des champs pétroliers travaillent ensemble (en haut) sur deux grandes rizières de démonstration, en testant différentes variétés (médiaillon) pour trouver celle qui sera la plus productive dans la zone des champs pétroliers. Cette initiative créera de nouvelles rizières, c'est-à-dire une nouvelle réserve de terres disponibles pour les cultivateurs dont la terre a été utilisée par le projet de développement pétrolier. Dans ces champs situés dans les régions basses à proximité de rivières qui débordent annuellement pendant la saison des pluies, les cultivateurs peuvent appliquer leurs techniques de culture traditionnelle en bénéficiant des conseils d'experts agronomes.



Création de nouvelles rizières : une collaboration d'équipe

Le programme rizicole financé par le Projet inclut aussi comme partenaires le Centre du riz pour l'Afrique (anciennement, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest), CETREN, une ONG locale et des experts agronomes du gouvernement tchadien de l'Office National de Développement Rural.

Dr Allayam Rayamta, CETREN, une ONG tchadienne locale qui conseille les cultivateurs : « Sur nos deux sites de démonstration, les cultivateurs du village font des essais sur quatorze variétés de riz, en comparant leur riz traditionnel avec différents croisements de riz asiatique et africain. Nous ne pouvons pas leur imposer une variété : il leur appartient donc de choisir ce qu'ils vont cultiver tout en s'appropriant le projet. Ils doivent prendre en compte non seulement le rendement de culture et la résistance aux maladies, mais ils doivent aussi aimer le goût. Comme cette démonstration s'étend à plusieurs villages de la région, tout le monde peut voir les résultats. »

Nadlem Allahondoum, expert agronome du gouvernement tchadien, Chef de secteur de l'Office National de Développement Rural (ONDR) de Doba : « C'est le premier test de ces variétés au Tchad. C'est un test qui sera utile à l'échelle du Tchad, car nous disposerons d'un test qui nous indiquera quelle variété de riz peut être cultivée dans des régions comme celle-ci où il n'y a pas beaucoup d'eau. C'est important, car si ça marche, un plus grand nombre de personnes auront de la nourriture et de l'argent, car le riz est une culture de rente. Je suis heureux de rapporter que jusqu'ici tout va bien. »



Emanuel Djikolmbaye, Chef du village de Madana : « Ça a été une bonne initiative de la part d'Esso d'introduire ce projet dans nos villages. Nous avons été formés à de nouvelles techniques agricoles. Par exemple, nous n'arrachions pas toujours auparavant les mauvaises herbes dans nos rizières. Nous essayons aussi de nouvelles variétés de riz qui peuvent donner des récoltes de riz plus abondantes. Nous goûterons aussi bien sûr les nouvelles variétés de riz pour voir celles que nous aimons. Les quatre villages de Madana, Danmadjia, Bela et Koutounya, travaillent sur cette ferme-essai. C'est la première fois que tant de villages travaillent ensemble dans un champ. »

Igelin Mbairabé, riziculteur du village de Madjo : « Le travail ici va bien. Au début, c'était dur, mais maintenant, ça fait du bien de voir tout ce riz qui pousse. Nous sommes tous impatients de voir ce que la récolte va donner et quelle variété sera la meilleure pour nous. »

Des femmes cultivant des semences de riz : une nouvelle entreprise à Madjo



Le programme rizicole aura besoin de semences pour les nouvelles rizières. Il n'existe aucune industrie majeure de semences au Tchad et presque toutes les semences doivent être importées des pays voisins. C'est pourquoi le Projet a aidé ces femmes du village de Madjo (en haut) à démarrer une entreprise de semences. Un ancien chantier du Projet a été remis en état en ajoutant une couche arable et en forant deux puits pour évacuer l'eau dans la rizière en vue de garantir une récolte même les années où il n'y a pas de pluie.

Rosalie Dadmal (en bas à droite), dirigeante du Groupement Yelkone, un mot qui signifie sauver la semence : « *Nous produisons ici des semences de nouveau riz au profit de notre groupe de femmes et du village. Cette production va nous aider, car nous pouvons la vendre pour de l'argent. Nous utiliserons cet argent pour faire des achats et du commerce, pour acheter des produits et les revendre. L'avantage de cultiver notre propre semence, qui est de meilleure qualité, c'est que nous augmentons la production de riz pour nous et les autres dans la région.* »

Améliorer la fertilité de la terre



Sur l'emplacement d'une ancienne fosse d'emprunt, le Projet a fourni des semences (médiaillon) au village de Bero pour une plante de haricot fertilisante appelée mucuna (en haut), portant parfois aussi le nom de haricot de velours ou de pois mascate. La technique d'amélioration du sol financée par le Projet a été adoptée par les agriculteurs du village (en bas à droite) même s'il s'agit d'une nouveauté pour la région. Si cette nouvelle technique donne de bons résultats, elle pourrait donner lieu à des améliorations importantes dans l'amendement des sols et s'avérer particulièrement utile dans la remise en état des chantiers du Projet.



Manassé Assidongar, Chef de groupement :
« *Le travail est bon ici. À la bonne saison, nous récolterons les graines. Nous espérons que les graines que nous cultivons aideront tout le monde dans le village de Bero. Dans cette fosse d'emprunt remise en état, nous avons retrouvé notre terre et c'est bien. Nous sommes un peu inquiets au sujet des régions basses du littoral et de leur productivité au point de vue culture. Mais nous sommes vraiment contents des mesures qu'Esso a prises.* »

Isaac Nedjam Mbaïornom, Chef de ferme de Deli : « *Les plantes de mucuna fertiliseront le sol et aideront à améliorer le sol dans la fosse d'emprunt remise en état. Et leur bienfait ne s'arrête pas là. Pas dans ce projet de culture de graines, mais dans de futurs projets, on produira de l'alimentation pour le bétail. Les graines sont aussi utilisées en médecine. Les plantes préviennent l'érosion.* »



du sol. Dans deux ans nous saurons à coup sûr si le test fonctionne ici à Bero avec les plantes normalement cultivées dans d'autres régions. Si c'est le cas, d'autres cultures de graines pourront être faites pour des projets d'amélioration du sol dans de nombreuses autres régions du Tchad. »

Une vérification indépendante de la performance du PGE

Une autre mesure adoptée par le Projet au-delà des neuf domaines d'action initiaux a été de faire réaliser une évaluation environnementale et sociale du programme actuel de forage du Projet par une firme-conseil indépendante. L'étude a été financée par le Projet et gérée conjointement par le Projet et le personnel environnemental de la Société financière internationale du groupe de la Banque mondiale.



D'après les conclusions de l'évaluation : « *Les mesures d'atténuation existantes sont mises en œuvre conformément aux exigences du Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) existant, au Plan de réinstallation et de compensation du Tchad (CRCP) et au Plan d'action de l'atténuation de l'occupation des terres (LUMAP).* »

- Évaluation ciblée en matière environnementale et sociale – impacts incrémentiels –
- du programme de forage additionnel pour les champs pétroliers de Komé et de Bolobo, Tchad
- Étude menée par ENVIRON, Londres, Royaume-Uni

L'étude a effectué une analyse du programme des nouvelles rizières et a recommandé que le Projet poursuive ses efforts pour convertir les basses terres du littoral et les régions marécageuses en rizières. L'étude a également offert des recommandations additionnelles pour améliorer l'efficacité des travaux du Projet en vue d'atténuer les impacts de son occupation des terres dans la zone des champs pétroliers, incluant :

- Le développement d'indicateurs de performance clés complémentaires à utiliser dans l'évaluation de l'état des personnes affectées par le Projet et le suivi du maintien des modes de subsistance et des progrès de la restauration.
- Des techniques pour une collaboration plus étroite entre les diverses équipes socio-économiques du Projet.
- Des méthodes de partage des informations parmi les équipes pour améliorer la cohérence des informations et réduire le nombre de fois où le Projet contacte les détenteurs de terrains.

L'alphabétisation fonctionnelle dans les villages: un taux de fréquentation qui a quadruplé dans les villages

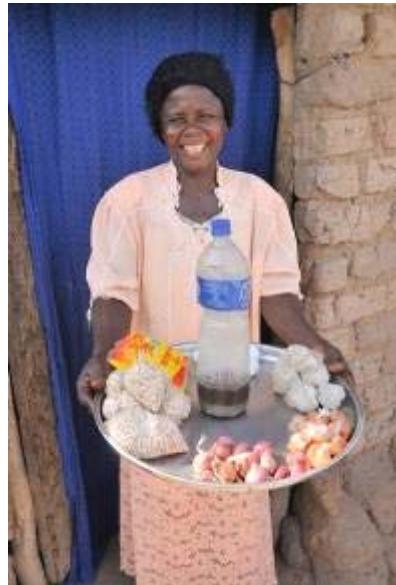
Pour le Projet, tous les résidents d'un village sont les bienvenus pour assister aux cours d'alphabétisation fonctionnelle— pas seulement les personnes éligibles — et cette année les cours étaient très populaires. Soixante-douze personnes étaient éligibles au cours, mais quatre fois autant de personnes ont profité de cette offre, soit un total de 300 personnes. Ces cours enseignent des compétences de base en mathématiques, en comptabilité, en marketing et en gestion d'inventaire. Ils ont été initialement conçus pour rendre service aux personnes éligibles à la réinstallation d'après les directives du PGE.



Les cours d'alphabétisation fonctionnelle ont lieu en plein milieu du village, souvent sous un arbre ombrageux comme à Mbanga (en haut à droite) et toutes les personnes qui veulent assister au cours reçoivent des cahiers d'exercices et se voient attribuer un siège. Les résidents du village de Dildo posent pour une photo de classe après avoir terminé leur cours d'alphabétisation fonctionnelle (en bas à gauche).

L'alphabétisation fonctionnelle : les résultats dans les villages

Micheline Rabeye, village de Dildo : « Avant, je ne connaissais ni l'alphabet ni les chiffres et je ne savais pas comment économiser de l'argent. Maintenant je peux lire, écrire et gérer mon entreprise. Ce sont des compétences que j'utilise chaque jour. J'ai économisé de l'argent et j'ai acheté des cochons, des chèvres, des sacs de céréales, une bicyclette et un téléphone mobile pour mon fils. Nous avons aussi appris à travailler en équipe et nous avons formé une association d'épargne pour les femmes. »



Philemon Boudjingar, village de Mbanga : « Essentiellement, j'ai une ferme et un petit magasin qui me fournit l'argent nécessaire pour équilibrer l'année entre les récoltes. L'argent m'a permis de constituer un troupeau de six chèvres et j'ai quatre cabanes dans ma cour. J'ai accumulé cela au fil des ans et maintenant l'alphabétisation fonctionnelle a fait en sorte que mon magasin soit plus solide et plus professionnel. Ça m'a permis d'augmenter les profits de mon magasin d'un tiers jusqu'ici cette année. »



Jacqueline Danoum, village de Dildo : « Nous sommes une famille de neuf. Mon entreprise s'est vraiment améliorée. Par exemple, j'ai économisé pour acheter une bicyclette ce qui me facilite la tâche en allant acheter du poisson séché les jours de marché. Ma fille a même été capable d'aller à l'école. Nous avons pu nous permettre d'acheter de nouveaux vêtements et d'obtenir de l'aide quand nous sommes malades. »



Rapport d'avancement des travaux

Le plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres de 2007 subdivise en neuf catégories l'ensemble des activités se rapportant aux travaux du Projet pour maintenir le mode de subsistance agricole. Presque tout ce travail initial a maintenant été mis en œuvre alors que le Projet assume des initiatives supplémentaires pour améliorer la restauration du mode de subsistance dans la zone des champs pétroliers.

Domaine d'action 1

Identification et évaluation: terminée et en cours d'extension

Des études socio-économiques maison par maison des villages et des ménages les plus affectés donnent une image précise de l'occupation des terres et leurs utilisateurs dans la zone de développement des champs pétroliers, la base de la planification de l'atténuation. Les études ont été effectuées auprès de presque 3 000 ménages dans la zone initiale des trois champs pétroliers. Ces études seront élargies pour englober cinq régions de village supplémentaires afin de clarifier l'impact de l'occupation des terres sur un périmètre plus large.

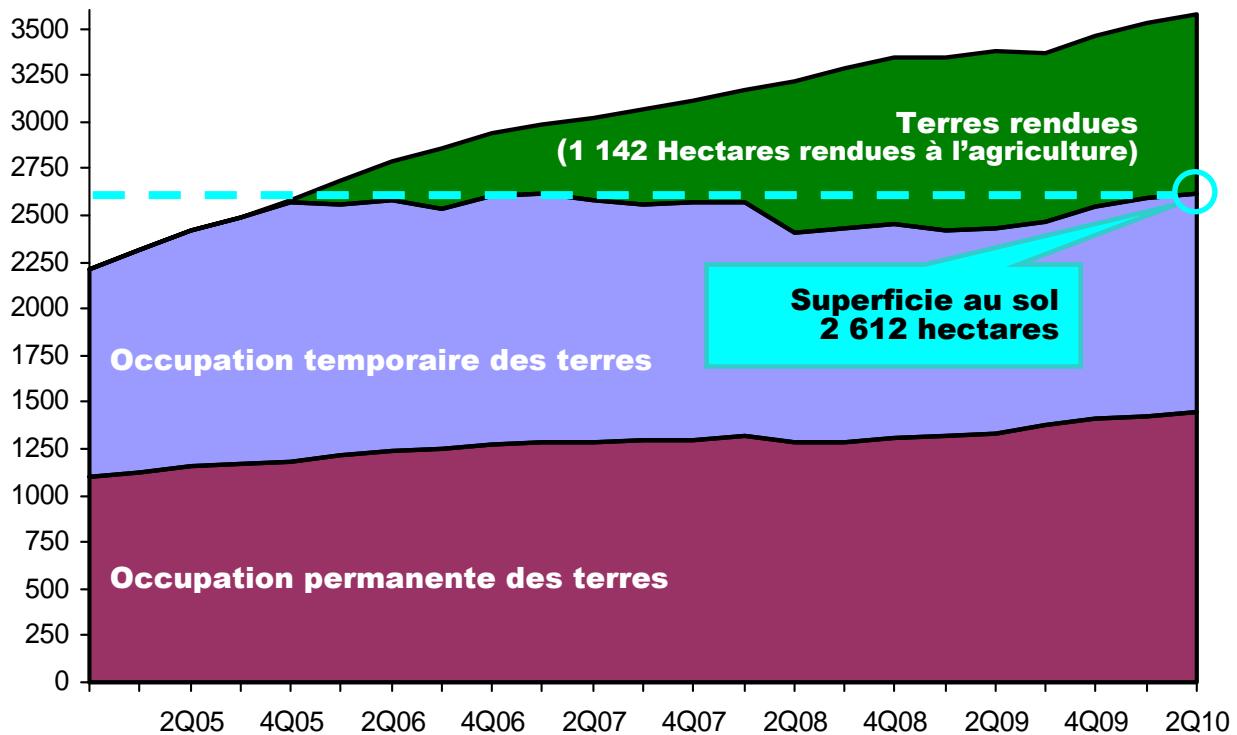
Domaine d'action 2

Réduction de l'impact sur l'occupation des terres: en cours

- Pour minimiser l'occupation des terres par le Projet, les équipes de construction et les ingénieurs ont travaillé à la remise en état de ces terres pour qu'elles puissent être rendues à l'agriculture. Diverses méthodes d'atténuation des impacts de l'occupation des terres sont employées, dont notamment : la réduction de la superficie des emplacements de puits, le regroupement de puits sur un même emplacement, le forage dévié, les stimulations de puits et le développement des puits compartiment par compartiment.

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

◀ Gestion de l'ensemble de la superficie au sol du Projet



À la mi-année, la superficie occupée par le Projet était juste au-dessus de 2 600 hectares. La superficie occupée par le Projet est donc restée ainsi à peu près au même niveau depuis 2005, même si des douzaines de puits pétroliers et d'infrastructures associées ont été ajoutés pendant ce temps. Jusqu'ici, les efforts déployés pour la remise en état des terres ont permis de restituer 1 140 hectares de terre à l'agriculture depuis que le programme de remise en état des terres a commencé.

Domaine d'action 3

Réinstallation: pratiquement terminée

Le Plan d'action établit un objectif obligatoire de restauration du mode de subsistance des ménages et des communautés les plus affectés par les besoins fonciers du Projet. Le domaine d'action 3 du plan nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de plans spécifiques aux sites pour accomplir l'objectif voulu, en donnant corps aux principes existants du Plan de gestion de l'environnement en matière de réinstallation et de compensation. Des plans spécifiques aux sites ont été élaborés pour chacune des dix villages de la zone de développement des champs pétroliers et leur mise en application est en cours ou a été menée à bien.

Domaines d'action 4 et 5

Formation non agricole et formation en technique d'agriculture améliorée:

en cours

Ces deux options de formation offrent des alternatives à la réinstallation physique des ménages et de leurs fermes. Bien que les fermiers soient complètement dédommagés pour les terres dont le Projet a besoin, la superficie de leurs fermes a diminué. Les programmes visent à les aider à maintenir leur mode de subsistance agricole sur le long terme. Les domaines d'action 4 et 5 du plan prévoient des améliorations de la mise en application de ces deux éléments du programme de compensation du PGE en matière de réinstallation.

Une formation de renforcement a été offerte aux ménages qui n'ont pas tout à fait réussi après leur formation initiale. Tel que le montre le tableau suivant, des évaluations de suivi indiquent que 133 des 150 détenteurs de terrains qui ont suivi la formation ont pu restaurer leur mode de subsistance, ce qui correspond à un taux de réussite de 89 % à la moitié de 2010.

Type de formation	Nombre des participants	Mode de subsistance restauré
Culture maraîchère	31	28
Artisanat/Produits locaux	14	13
Élevage	75	65
Agroforesterie	12	11
Pêche	5	5
Riziculture	5	5
Gestion des cultures pluviales	8	6
Total	150	133
Taux de réussite		89%

En utilisant le système des situations particulières du recensement de ménage par ménage, le Projet a identifié des ménages qui ont besoin d'une aide supplémentaire au-delà de la compensation qu'ils ont reçue quand le développement des champs pétroliers a réquisitionné initialement une partie de leur terre. La formation de renforcement a donné de bons résultats, atteignant un taux de réussite de 89% parmi les participants à cette formation en 2010, après un taux de réussite de 88 % pour la formation offerte en 2009.

Domaine d'action 6

Compensation individuelle: terminée

Le Plan d'action nécessite une mise à jour du manuel de gestion foncière du Projet qui est un document de mise en application de la compensation énoncée dans le Plan de Gestion de l'Environnement. Le travail dans ce domaine d'action a été achevé en 2008.

Domaine d'action 7

Compensation communautaire: pratiquement terminée

La compensation communautaire fournit une atténuation des impacts du Projet au niveau du village sous forme de projets de développement devant être choisis par le village, comme la construction ou l'amélioration des salles de classe , des puits d'eau, des places de marché ou des projets de développement générateurs de revenus.

Dans tous les villages, un processus de consultation complet a été mis au point pour aider les communautés à choisir leurs projets. La technique d'évaluation rurale participative emploie des facilitateurs des ONG pour orienter le processus en tenant jusqu'à dix réunions du village.

◀ Progrès réalisés quant aux projets de compensation communautaire et supplémentaire

En tout, trente-cinq communautés reçoivent une compensation communautaire supplémentaire. Certaines communautés ont choisi deux petits projets plutôt qu'un grand projet. En tout, soixante-sept projets ont donc été choisis.

Type de Projet	Réalisé	En cours de réalisation
Entrepôt à céréales communautaire	4	0
Salle communautaire	9	0
Culture du maïs	1	0
Meuneries	6	2
Écoles : trois salles	3	0
Écoles : une salle	7	0
Écoles : maisons pour les directeurs	7	4
Écoles : mobilier de remplacement	6	2
Puits d'eau	14	2
Total	57	10

Domaine d'action 8

Consultation et communication: en cours

La consultation publique forme le noyau du Plan d'action. Tel que décrit ci-dessus, un nouveau processus de consultation collaborative a été mis en application pour aider les communautés à choisir leurs projets de développement de compensation communautaire. Ce rapport est la neuvième édition de mise à jour du Projet contenant des informations détaillées sur le travail d'atténuation de l'occupation des terres réalisé par le Projet depuis l'identification initiale du problème relatif aux terres. Les rapports sont affichés sur le site Web du Projet www.essochad.com. Ils sont aussi distribués à grande échelle sous forme imprimée aux intervenants et aux ONG. Des rapports détaillés du plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres sur la restauration du mode de subsistance pour les ménages et les villages (décrit dans le domaine d'action 9) ont aussi été postés sur le site Web du Projet

Domaine d'action 9

Surveillance et organisation: en cours

Plusieurs moyens de surveillance ont été créés pour permettre de faire un suivi de la progression de la mise en œuvre du Plan d'action.

- Des rapports trimestriels sur l'état des villages adressés au personnel environnemental de la Société financière internationale.

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

- Des rapports annuels adressés au personnel environnemental de la Société financière internationale sur l'état des ménages individuels.
- Des plans d'atténuation spécifiques au site pour chacun des villages les plus affectés.
- Les études effectuées ménage par ménage, décrites précédemment et autres outils de cartographie socio-économique et de surveillance. Ces études :
 - Faire un suivi de la restauration du niveau de vie et des progrès relatifs au maintien des moyens de subsistance des ménages qui ont opté pour une formation non agricole ou en agriculture améliorée.
 - Identifier dans la base de données des utilisateurs chaque ménage individuel affecté par les nouveaux besoins en terre et analyser l'impact potentiel de la superficie réduite de terre sur l'agriculture.
 - Aider à élaborer des plans communautaires spécifiques aux sites en matière de restauration et de maintien du mode de subsistance.

**Contexte:
Évolution de
l'occupation
des terres et
compensation**

Historique des programmes de compensation du PGE

Tous les utilisateurs de terres ainsi que les villages ont été dédommagés conformément au Plan de Gestion de l'Environnement approuvé avant la construction du Projet.

Depuis le commencement de la construction en 2000, le Projet a dédommagé environ 12 900 occupants de terrains individuels de 7 000 hectares de terre dans 375 villages sur toute la longueur du Projet depuis les champs pétroliers de Komé, au Tchad, jusqu'au terminus du pipeline d'exportation à Kribi, au Cameroun.

Dans la zone de développement des champs pétroliers, les utilisateurs de terre individuelle, soit un peu plus de 4 400 personnes ont été dédommagés pour plus de 3 800 hectares de terre. En fait, le Projet a occupé moins de 3% des 100 000 hectares de terres dans la zone de développement des champs pétroliers. Quand toutes les terres occupées par des constructions temporaires seront rendues, le pourcentage sera juste au-dessus de 1% des 100 000 hectares.

La conformité du Projet aux obligations de compensation du PGE a été documentée dans les rapports de mise à jour du Projet et par le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE et le Groupe International Consultatif de la Banque Mondiale. (Pour plus de renseignements sur les activités de compensation, consulter la section sur la Compensation). Un ensemble de principes de base a régi l'effort de compensation, dont en particulier :

- Une procédure transparente de compensation avec un minimum de quatre étapes de communication et de consultation pour que tous les habitants du village puissent voir qu'aucun habitant n'est favorisé par rapport aux autres.

- Une sensibilisation aux coutumes et traditions ainsi qu'aux exigences de la législation locale. La plupart des terres dans la zone du Projet sont contrôlées par le village et attribuées par le chef du village. Au Tchad et au Cameroun, presque toutes les terres sont juridiquement la propriété de l'état. Au lieu d'être propriétaires comme en Europe ou aux États-Unis, les fermiers n'ont que l'utilisation des terres pour la culture. Le Projet n'achète donc pas la terre mais verse des compensations au fermier pour son travail et ses pertes de récoltes, en vertu des dispositions de PGE.
- L'archivage de toutes les transactions de compensation. Chaque paiement est enregistré et va dans un dossier avec une photo de la transaction et l'empreinte digitale du bénéficiaire.
- Éviter la réinstallation des ménages grâce à une reconfiguration du Projet et l'offre de deux alternatives à la réinstallation, la formation aux techniques de culture améliorée et une formation aux métiers non agricoles.

Historique du plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres

Tandis que les trois champs pétroliers initiaux étaient en cours de développement, et que les résultats de la complétion des puits d'origine commençaient à être obtenus, il est devenu évident qu'il faudrait de nombreux puits supplémentaire pour augmenter la production d'hydrocarbures de la région de Doba. Ces forages supplémentaires et l'infrastructure de collecte des hydrocarbures ainsi que l'alimentation en électricité pour les puits demandaient une occupation de terres plus importante que prévu initialement.

- À la mi-2005, le Projet a commencé à déployer des efforts importants dans le cadre de l'occupation des terres suite à la déclaration d'une situation de non-conformité de niveau II concernant la cadence de la remise en état et de la restitution aux communautés des terres utilisées provisoirement tel que spécifié dans le PGE.
- Au début de 2006, le Projet a libéré les surfaces nécessaires pour commencer à traiter le retard pris sur ses engagements concernant la remise en état des terres afin que celles-ci puissent être rendues aux villages pour des usages agricoles.
- En juin 2006, les auteurs de l'Étude sur l'évaluation du Plan de réinstallation et de compensation du Tchad (*Chad Resettlement and Compensation Plan Evaluation Study*) (Drs Robert Barclay et George Koppert, 2006) ont recueilli des données sur le terrain pour une étude indépendante commandée conjointement par le Projet et la Société financière internationale.

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

- Vers la fin 2006, le Projet avait mis au point un plan d'action d'atténuation initial sur la base des résultats de l'étude et avait commencé à le mettre en œuvre.
- Le plan d'action final d'atténuation de l'occupation des terres, adopté en avril 2007, a amélioré le plan initial avec la collaboration du Service du développement social et de l'environnement de la Société financière internationale du groupe de la Banque mondiale. Pour consulter le texte complet du plan d'action finalisé et les documents connexes, voir le site Web du Projet à www.essochad.com.
- Au début de 2008, une équipe de spécialistes affectée à la mise en œuvre du plan d'atténuation de l'occupation des terres a réalisé tous les engagements de travail de la première année tels qu'énoncés dans le plan. On a organisé des travaux continus pour restaurer les niveaux de vie dans les neuf domaines d'action catégorisés comme dans le plan initial

Section 9

Emploi local

À la mi-2010, les tchadiens and camerounais détenaient neuf sur dix des emplois directs du Projet. Le haut niveau de nationalisation est la conséquence de l'objectif du Projet de remplacer les expatriés au sein de ses effectifs, en aidant les employés à accéder à des postes supérieurs par une combinaison d'acquisition de compétences, de cheminement de carrière et de formation en cours d'emploi.

Atteindre une nationalisation de 90 % de la main-d'œuvre



Lors de l'atelier annuel sur la nationalisation, les statistiques présentées au gouvernement tchadien ont démontré les progrès du programme de nationalisation depuis le début de la production six ans auparavant. Par exemple, à la fin de l'époque de la construction en 2003, les Tchadiens détenaient 64 % des emplois du projet chez EEPCI. Maintenant, à la mi-2010, la main-d'œuvre tchadienne chez EEPCI est passée à 90 %.

À la mi-2010, pour l'ensemble du Projet, la main-d'œuvre nationale représentait 90 % de tous les employés du Projet au Tchad et au Cameroun combinés.

Engagement à l'égard de la nationalisation

Abdelkerim Batil Tagoi, Directeur de l'ONAPE, l'Office de l'emploi du gouvernement tchadien : « *À partir de 2003, beaucoup d'expatriés ont été remplacés. Bien sûr, ma mission consiste à toujours mieux faire, à faire accéder les gens à des emplois hautement qualifiés, dans les emplois les mieux payés. Nous avons donc une base de données de curriculum vitæ tchadiens pour faciliter le placement quand Esso a besoin de quelqu'un. Nous exigeons que les sociétés se dotent d'un plan de formation à long terme et qu'elles le suivent. Nous exigeons toujours que les employés travaillent aux côtés des expatriés pour acquérir une formation et pour éventuellement remplacer ces derniers. C'est ça l'objectif.* »



Yolla Zongre, Directeur des Affaires publiques et gouvernementales, EEPCL : « *J'ai commencé à travailler pour aider à créer une industrie pétrolière dans mon pays, il y a presque trente ans en 1982 comme ingénieur pour le gouvernement et maintenant je travaille pour Esso. En 1989, un ministre m'a dit que c'était seulement un rêve lointain. Pourtant, c'est là que nous sommes maintenant. En tant que Tchadien, je peux affirmer que nous vivons notre rêve. Notre peuple a vraiment l'espoir d'une vie meilleure.* »



Colin Eggleston, Baker Hughes : « *Au cours des deux dernières années, nous avons engagé sept Tchadiens pour des postes de haut niveau et nous allons en engager trois autres. Ce sont de récents diplômés qui reçoivent tous (ou vont tous recevoir) une formation à Cape Town, à Dubai et aux États-Unis. Pour ce qui est des sept premiers, ils vont remplacer les expatriés d'ici un ou deux ans au sein de notre main-d'œuvre. C'est l'objectif. Nous travaillons avec certaines des technologies les plus sophistiquées du secteur pétrolier, et le Tchad et les Tchadiens possèderont en bout de ligne cette capacité technique. C'est important, car le Tchad n'avait aucune industrie pétrolière quand le Projet a commencé.* »



Nationalisation sur le terrain : Travailler au terminal maritime

Au tout début de la production, les travaux très techniques sur le terminal flottant de stockage et de déchargement (TFSD) étaient surtout l'apanage des expatriés. Maintenant, six ans plus tard, presque tous les travaux au terminal maritime sont exécutés par des Camerounais.

Henry Abongwa, contremaître de pont : « *Ça fait cinq ans que je travaille ici sur le TFSD, ce qui représente un tiers de mon temps en mer. Être marin veut généralement dire être loin de sa famille pendant de longues périodes, mais maintenant ma famille est toujours à proximité grâce à cet amarrage permanent. Il est également important que tout le monde comprenne que ce TFSD est de plus en plus géré par des Camerounais. J'ai commencé comme employé d'entretien général et je suis maintenant contremaître.*

C'est seulement un des nombreux exemples de l'intégration des Camerounais dans la main-d'œuvre du Projet. »



Thomas Priso, Coordinateur de matériel : « *J'ai débuté à l'entrepôt en 1997.*

Travailler ici a changé ma perception des gens, car dans ce poste, nous travaillons et vivons en étroite proximité avec des gens de partout dans le monde et de cultures diverses. Depuis le début, je souhaitais avoir un travail qui ne soit pas seulement un moyen de gagner ma vie pour ma famille. Le travail est intéressant et, c'est important de le dire, il représente une grande partie du développement du Cameroun. »



Youssoufa Abo, Adjoint administratif : « *Mon travail a commencé en 2001 comme moniteur d'atelier dans le Nord. Je travaille depuis trois ans ici sur le TFSD. Je n'avais jamais travaillé en mer ; c'est très intéressant et j'ai appris beaucoup de choses. Le travail ici se déroule bien ; il est géré très efficacement, en mettant toujours l'accent sur la sécurité et sur la bonne façon de procéder. Cet emploi est parfait pour ma famille. Nous avons notre propre maison et je suis capable de payer les frais de scolarité de mes quatre enfants.* »



Statistiques d'emploi local

Salaires

Le montant total des salaires versés aux travailleurs locaux pour les douze derniers mois a atteint 38,0 milliards de FCFA (79,5 millions de dollars US).

- Au premier trimestre de 2010 les salaires payés aux employés tchadiens se sont élevés à 8,3 milliards de FCFA (17,5 millions de dollars US). Au deuxième trimestre, les salaires se sont élevés à 8,9 milliards de FCFA (\$17.2 millions de dollars US).
- Au premier trimestre de 2010, les salaires payés aux employés camerounais se sont élevés à 1,5 milliard de FCFA (3,3 millions de dollars). Au deuxième trimestre, les salaires se sont élevés à 1,4 milliard de FCFA (2,8 millions de dollars).

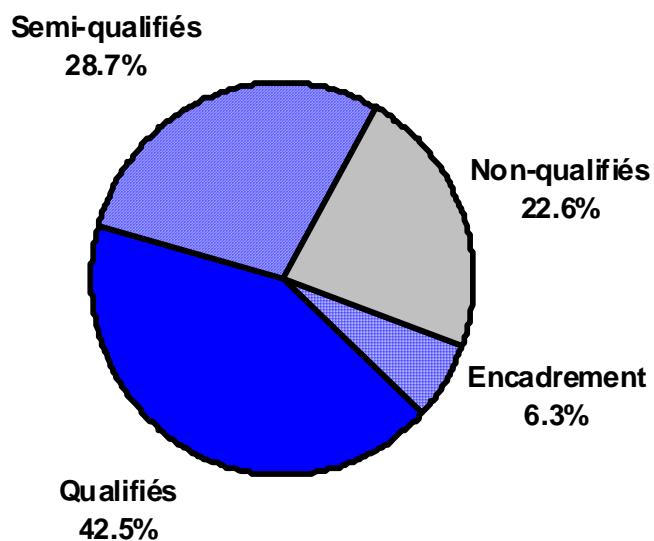
◀ Récapitulatif de la main d'œuvre du Projet par trimestre

	<i>Fin 3e T 2009</i>	<i>Fin 4e T 2009</i>	<i>Fin 1e T 2010</i>	<i>Fin 2e T 2010</i>
Tchad				
Ressortissants	6 442	6 328	6 338	6 513
Expatriés	838	860	775	764
Total Tchad	7 280	7 188	7 113	7 277
Cameroun				
Ressortissants	1 140	1 125	1 056	990
Expatriés	81	68	64	68
Total Cameroun	1 221	1 193	1 120	1 058
Total du Projet	8 501	8 381	8 333	8 335

Les récapitulatifs des salaires et des niveaux d'emploi sont basés sur les rapports les plus récents des sous-traitants du Projet et pourraient faire l'objet d'un ajustement dans de futurs rapports.

Catégories d'emplois
◀ Niveau de qualification des employés locaux

	Encadrement		Qualifiés		Semi qualifiés		Non qualifiés	
	<i>1^e T 2010</i>	<i>2^e T 2010</i>						
Tchad	253	261	2 789	2 866	1 901	1 954	1 395	1 432
Cameroun	214	209	297	323	261	196	284	262
Total du Projet	467	470	3 086	3 189	2 162	2 150	1 679	1 694



Plus de 71% des Tchadiens et des Camerounais travaillant pour le Projet avaient des postes qualifiés et semi-qualifiés à la mi-2010, et 6% avaient des postes de supervision. Les postes qualifiés correspondent à des postes d'opérateurs en salle de contrôle, de techniciens sur champs pétrolier, de techniciens en construction, en mécanique, en électricité et en instrumentation, de surveillants du PGE ou de soudeurs. Des exemples de postes de qualification intermédiaire incluent des aides cuisiniers et des assistants soudeurs.

Section 10

Débouchés économiques locaux

Le montant total des achats effectués par le Projet auprès des fournisseurs locaux a approché les 112 milliards de FCFA (plus de 235 millions de dollars US) pour les 12 derniers mois. Depuis que le Projet a commencé, les achats effectués s'élèvent à 1,26 trillion de FCFA (pratiquement 2,3 milliards de dollars US).

- Au Tchad, les achats des quatre derniers trimestres s'élevaient à 78,4 milliards de FCFA (environ 165 millions de dollars US), portant le total des achats à ce jour au Tchad à presque 799 milliards de FCFA (environ 1,5 milliards de dollar US).
- Au Cameroun, les achats des quatre derniers trimestres s'élevaient à 33,4 milliards de FCFA (Plus de 70 millions de dollars US), portant le montant total des achats à ce jour au Cameroun à presque plus de 462 milliards de FCFA (plus que 793 millions de dollars US).

◀ Achats du Projet auprès des fournisseurs locaux (en milliards de FCFA)

	3e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^e T 2010	2 ^e T 2010	Total 12 mois	Total à ce jour
Tchad	20,2	20,6	18,5	19,1	78,4	799,3
Cameroun	7,6	10,1	8,0	7,7	33,4	462,2
Total du Projet	27,8	30,7	26,5	26,8	111,8	1 261,5

Ce tableau a été préparé avec les données les plus récentes. Les données des trimestres précédents ont été mises à jour et incluent les données enregistrées en retard.

L'Université d'excellence en affaires

Le programme populaire de l'Université d'excellence en affaires va lancer une nouvelle série de cours cette année, en tablant sur les matières offertes aux entreprises tchadiennes en 2008 quand les cours ont été offerts pour la dernière fois. L'Université d'excellence en affaires a été rendue possible grâce à un financement important du Consortium. À l'occasion du lancement du nouveau programme, parmi les cinquante participants au programme de 2008, certains font un rétrospectif pour évaluer la façon dont leur entreprise a évolué à la suite de ce qu'ils ont appris.

Oumar Adoudou Zaid, Directeur général de Garantie : «

Le programme d'excellence en affaires a eu un impact positif sur notre organisation parce qu'il était axé sur les compétences d'entreprise. Il a apporté des solutions à la gestion de notre entreprise. Nous avons ainsi amélioré les ressources humaines, la mesure de la qualité et les finances. Notre entreprise est devenue plus pratique et plus professionnelle. Par exemple, nous avons décidé de suivre l'approche d'une étude de cas du programme. Nous avons restructuré notre organigramme, nous l'avons simplifié, condensé et nous avons combiné les postes.

Le programme nous a permis de devenir plus efficaces et plus rentables. Pour ce qui est des ressources humaines et de la gestion, nous avons appris à gérer le personnel avec plus d'efficacité, à planifier l'horaire des employés de façon à accomplir plus de travail à moindre frais. Finalement, nous avons élargi notre gamme de clients : à part Esso, nous comptons maintenant parmi nos clients des ONG comme CARE et des organisations internationales comme les Nations unies. »



L'Université d'excellence en affaires : Deux ans plus tard

L'Université d'excellence en affaires vise à augmenter la capacité des entreprises tchadiennes, en particulier leur capacité à soutenir la concurrence dans le cadre des opportunités avec le projet pétrolier. La série de cours en 2008 a attiré 50 managers d'entreprises tchadiennes cherchant à acquérir des connaissances sur la gestion du contrôle de la qualité, le marketing et la gestion des ressources humaines. La formation était dispensée par le Centre d'expansion économique grâce à l'appui de ses membres : la Chambre de commerce tchadienne, les trois membres du Consortium et la Société Financière Internationale, une institution de la Banque Mondiale.

Ali Ahmed Ali, Encobat, Directeur général : « *Le programme a été vraiment utile si on fait le bilan des deux dernières années depuis le début du programme. Nous avons en particulier amélioré notre gestion, notre contrôle de la qualité et nos mesures de sécurité. Après la formation, avec toutes les connaissances acquises, nous avons réorganisé la compagnie, non seulement le service que nous fournissons à Esso, mais également à tous nos clients. Nous avons étendu nos prestations à des projets dirigés par la Banque mondiale et les organismes français, car ils ont les mêmes exigences de protection environnementale, de qualité et de sécurité. En fait, nous avons imposé les exigences et les procédures de sécurité d'Esso au sein de toute notre entreprise. Suite à la formation, nos profits ont nettement augmenté et notre expansion se poursuit.* »



Ahmat Khamir, Propriétaire, Copguard : « *Un avantage pour nous a été la sécurité de notre personnel. Nous avons compris l'importance de la sécurité, à partir d'une des études de cas de la formation, et nous avons mis en œuvre au sein de notre entreprise de solides procédures de sécurité, allant jusqu'à les promouvoir auprès de nos employés pour qu'ils les appliquent à la maison. En finance, nous avons été incités à faire l'acquisition d'un logiciel de comptabilité et notre gestion financière est maintenant bien meilleure. À la suite du programme d'excellence en affaires, nous avons pris de l'expansion et cette expansion se poursuit encore aujourd'hui. La formation nous a aidés à planifier pour cette expansion ainsi qu'à faire face à la crise financière mondiale. Nous sommes très contents des résultats et nous ne manquerons pas de participer au nouveau programme.* »



Khalil Djalal, Vice-président de la Chambre de commerce : « *Le programme de formation d'excellence en affaires constitue une nouvelle approche, au Tchad, pour améliorer nos entreprises : c'est une méthode de gestion qui est moderne. Cette nouvelle méthode permet aux propriétaires d'entreprises de se concentrer sur les choses les plus importantes et d'établir des priorités. Nous souhaitons étendre ce programme à d'autres entreprises que les sous-traitants d'Esso. Depuis le développement du secteur pétrolier, nous avons changé et une plus grande activité commerciale s'est créée : nos entreprises doivent donc être prêtes à saisir les opportunités qui s'offrent à elles. Notre futur n'est pas seulement fondé sur le pétrole, mais aussi sur le développement de notre économie toute entière, sans oublier le secteur agricole qui servira à assurer la sécurité alimentaire de notre peuple.* »



Bâtir une entreprise : Emploi Service

La première agence de placement à voir le jour au Cameroun, qui est maintenant un des plus gros employeurs du pays, s'est largement bâtie sur sa relation avec le Projet qui remonte aux premiers jours de la construction. La société fondée en 1994, a grandi exponentiellement après avoir décroché un contrat avec le Projet. La société opère à partir de deux immeubles modernes de Douala (en haut à droite), construits par la fondatrice Collette Minka (en blanc) avec les recettes de l'entreprise en forte expansion.

Depuis ses modestes débuts, la société a réussi à bâtir une entreprise internationale avec une longue liste de clients à part sa relation avec COTCO. En plus du recrutement d'employés temporaires, la société gère maintenant une grande masse salariale ainsi qu'un programme de formation pour les employés (en bas).



Marcel Ekang, Emploi Service, Directeur général adjoint : « *Nous avons des bureaux dans sept pays d'Afrique occidentale et dans les dix provinces du Cameroun. Cette énorme expansion a commencé en 1994 quand notre directrice générale, Madame Collette Minka a ouvert la première agence de placement au Cameroun. À l'époque, ce type d'entreprise était pour le moins inhabituel dans notre pays. Cette nouvelle approche protégeait des personnes qui travaillaient souvent sans contrat pendant des années avec un statut temporaire. Puis, un développement spectaculaire s'est produit : la signature d'un contrat avec COTCO lorsque la construction a commencé. Cela nous a obligés à apprendre et à adopter les systèmes d'ExxonMobil. Il était alors peu commun d'offrir une formation aux employés, d'avoir un programme de protection de l'environnement et des procédures de sécurité. Depuis lors, notre portefeuille de clients s'est considérablement développé et nos revenus ont triplé. Nos employés sont placés dans 80 pour cent des entreprises au Cameroun. Nous avons en tout près de 90 employés permanents et 3 000 personnes que nous plaçons. Pour tout cela, nous pouvons remercier notre partenariat avec COTCO avec qui nous avons maintenu une collaboration d'apprentissage et de résolution de problèmes.* »



Section 11

Santé

Le Projet offre dans ses cliniques des soins médicaux gratuits à ses employés, un avantage social très apprécié au Tchad et au Cameroun où des soins médicaux peuvent être difficiles à obtenir, surtout dans les zones rurales. Les cliniques du Projet ont enregistré plus de 20 000 consultations de patients au cours des quatre derniers trimestres. La plupart de ces soins étaient dus à des conditions médicales n'ayant aucun lien avec l'activité professionnelle.

◀ Consultations dans les cliniques du Projet

	3T2009	4T2009	1T2010	2T2010
Tchad	5 027	4 400	4 017	4 036
Cameroun	842	798	557	503
Total du Projet	5 869	5 198	4 574	4 539

◀ Données sur la santé des employés du Projet

	MSTs ¹		événements SSS ² (sauf paludisme et MST)		Hospitalisations/ Observations		Medevacs	
	1T2010	2T2010	1T2010	2T2010	1T2010	2T2010	1T2010	2T2010
Tchad	67	66	248	214	15	12	3	2
Cameroun	6	4	1	2	0	4	0	1
Total du Projet	73	70	249	216	15	16	3	3

1. MST: Maladies sexuellement transmissibles. 2. SSS: Service d'avertissement anticipé pour identifier les changements dans les taux de maladies. Certaines maladies couvertes par le système SSS comprennent les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires. Le SSS met l'accent sur d'autres maladies à part les deux qui ont été prioritairement ciblées : le paludisme et les maladies sexuellement transmissibles. Les tendances relevées dans le taux des maladies peuvent aider les spécialistes de la santé du Projet à déceler un problème sanitaire avant que celui-ci n'atteigne un niveau épidémique.

Pour des informations sur les efforts intensifs du Projet dans sa lutte contre le paludisme au Tchad et au Cameroun, voir le chapitre sur l'*Investissement communautaire*.

Section 12

Investissement communautaire

A lors que le programme de Renforcement du Pouvoir Économique des Femmes Entrepreneurs dans la zone des champs pétroliers entame sa deuxième année, d'autres coopératives de femmes sont venues s'ajouter au programme. Dans la lutte contre le paludisme, le travail progresse au sein de deux programmes importants subventionnés par la fondation ExxonMobil au Tchad et au Cameroun.

Renforcement du Pouvoir Économique des Femmes Entrepreneurs : le commerce des arachides



Les femmes de l'Association des Femmes Sage ont une coopérative « d'achat et de vente », achetant des produits qu'elles peuvent revendre à profit. Elles se tiennent ici dans leur petit entrepôt avec des sacs d'arachides et de grains qu'elles vont mettre sur le marché.

Julpha Laoudane, Présidente, Association des Femmes Sage, Doba : « *Cela fait huit ans que notre association fait du commerce, mais on peut affirmer que depuis deux années nous prospérons notamment grâce au programme de Renforcement du Pouvoir Économique des Femmes Entrepreneurs . Grâce au travail de proximité d'Africare réalisé grâce au financement d'ExxonMobil nous avons pu nous diversifier et nous. venons ainsi d'envoyer 41 sacs d'arachides à la RCA. Pour nos familles, le nombre de repas est passé d'un à trois fois par jour. Nous avons pu inscrire nos enfants dans des écoles professionnelles et privées de la place et même à l'étranger. Une femme de notre association a construit une nouvelle maison et une autre a remplacé son toit en chaume par un toit en tôle. Nous avons aussi formé une association d'épargne pour les femmes. »*



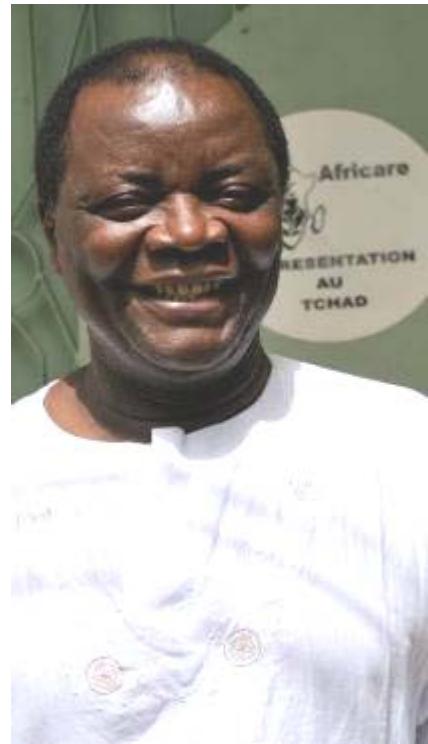
Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs : une deuxième année en cours

Dans sa deuxième année, l'Initiative pour le Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs a réalisé ses objectifs par le financement de 30 micro-crédits et de projets de formation pour les coopératives de femmes dans la zone des champs pétroliers. L'initiative, mise en œuvre par l'ONG internationale Africare, a été financée pour une période de trois ans à hauteur de 1,7 million de dollars par la Fondation ExxonMobil. Le but final est de financer 100 coopératives de femmes et aussi de leur offrir des programmes de formations qui contribuera à augmenter leurs revenus de 80 %.

Toussourom Djimdoungar Ngarastam, Sous-préfet, Sous-préfecture rurale de Doba : « Je peux voir les effets du projet de Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs en ville, et dans mon quotidien puisque je suis aussi membre d'une des bénéficiaires du-projet. Par le passé, de nombreux partenaires ont soutenu les femmes et leurs associations, mais l'effet n'était pas aussi manifeste. Dans ce cas, l'effet est évident. Et on n'a pu en voir les effets positifs lors des notre semaine portes ouvertes où les femmes sont venues des villes et villages du Logone exposé leur travail. Les gens étaient impressionnés et ont même demandé si ces femmes venaient d'un autre pays. C'était sensationnel. Dans notre société, ce sont les femmes qui nourrissent les membres de la famille. Le soutien du Projet profite donc également à bon nombre d'autres personnes. Si ça continue, la pauvreté va reculer dans notre région. Bref, nous voyons un résultat positif. »



Dr Abraham Usman, Représentant d'Africare pour le pays : « Nos premières associations ont maintenant l'équipement dont elles ont besoin ; c'est ce qu'on peut appeler l'effet de décollage, une véritable percée. Les associations de femmes doivent également être capables d'utiliser l'équipement de façon adéquate et durable. Cette étape a été franchie. Comme dit l'adage : Plutôt que de leur donner du poisson, nous leur avons appris à pêcher. Elles ont aussi les compétences nécessaires pour trouver des marchés. À titre d'exemple, une coopérative de vêtements a trouvé des écoles qui avaient besoin d'uniformes et elle s'est développée pour s'introduire sur le marché des uniformes scolaires. »



Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs: l'élevage des chèvres

L'Association Melom achète des chèvres que les membres du groupe engrangent pour le marché. La coopérative bénéficie d'une subvention pour le Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs.

Yvette Nebinon, Association Melom (un mot qui signifie paix) : «*La gestion des affaires a été une des premières choses apprises dans le programme. Le résultat a amélioré la vie de nos familles. Notre revenu a augmenté et vous pouvez voir nos investissements dans notre cour. Nous avons augmenté notre stock pour pouvoir faire plus d'argent. Nous avons même établi un tiroir-caisse à l'intention de nos membres pour les aider avec des prêts. Par exemple, un prêt m'a aidé à acheter une chèvre qui m'a déjà donné deux chevreaux.* »



Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs : un restaurant



Les femmes du restaurant de Nessang à Komé Atan ont crée leur restauraunt en faisant la cuisine pour les employés et les résidents qui vivent autour des différentes bases vies

Milie Menodji (à gauche), restauratrice, membre de Nessang, à Komé Atan :
« Avec le soutien du projet de Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs d'Africare financé par ExxonMobil, nous avons bien réussi ici. Si nous avions eu autant de soutien depuis le début, nous serions très loin. Nous avons fondé le groupe en 2003 et nous faisons partie du programme du Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes Entrepreneurs depuis un an et demi. Nous avons créé notre groupe parce que nous avons supposé qu'il y aurait une demande pour des plats cuisinés, comme il y en a à chaque fois qu'un grand nombre de personnes sont rassemblées à un endroit. Grâce au nouveau soutien, nous avons obtenu de l'équipement et un financement pour des dépenses et des améliorations d'entreprise. Cela nous a permis de satisfaire aux exigences sanitaires du Projet. C'est ainsi que nous venons de passer un contrat avec le sous-traitant d'entretien de l'entreprise du Projet en vue nourrir les employés sur le terrain. »



Clemencia Menodji à droite, fille de Milie: « Le renforcement de capacité a été un changement pour nous. Le programme nous a beaucoup appris, y compris des compétences en passation de marché. J'ai économisé assez d'argent pour mes frais de scolarité et des vêtements. Toutes les femmes ici ont assez d'argent pour mieux prendre soin de leurs enfants en leur offrant une nourriture plus abondante et de bons soins médicaux. »

La lutte contre le paludisme : deux subventions importantes

Le paludisme continue de tuer des milliers de personnes chaque année au Cameroun et au Tchad. La maladie afflige aussi des milliers d'autres personnes, sapant de ce fait la productivité de deux nations dont les populations essaient de sortir de la pauvreté. Le programme mondial d'éradication du paludisme « Roll Back Malaria » vise à contenir ce problème, principalement par une action locale dans des partenariats publics/privés. Pour appuyer cet effort, la Fondation ExxonMobil a accordée deux nouvelles subventions importantes au Cameroun et au Tchad pour un total de plus de 2,1 millions de dollars.

Le Cameroun

Au Cameroun, la subvention d'ExxonMobil de plus de 1,5 million de dollars pour les trois prochaines années aidera à :

- Identifier les facteurs qui contribuent au problème du paludisme dans les 234 villages situés sur le tracé du pipeline d'exportation.
- Accroître d'au moins 50 % le nombre de personnes ayant à disposition des moyens de prévention contre le paludisme, telles que des moustiquaires, parmi la population de la zone du Projet.
- Accroître d'au moins 10 % le nombre de cas de paludisme convenablement gérés suivant les protocoles standards.
- Enseigner aux résidents dans la zone du Projet les méthodes les plus efficaces de prévention et de contrôle du paludisme.
- Évaluer les résultats des interventions intégrées pour pouvoir tirer des leçons pour l'avenir.

Les partenaires de mise en œuvre incluent le Ministère de la Santé camerounais, COTCO, l'Association Camerounaise pour le Marketing Social/PSI, l'Université de Yaoundé, l'Université de Bordeaux, Sanofi Aventis Cameroun et le Service Médical International.

Le Tchad

Au Tchad, la subvention d'ExxonMobil d'un peu plus de plus de 600 000 dollars et qui s'étale sur 3 ans entre dans sa deuxième année pour viser à atteindre les objectifs suivants :

- Former 100 % des travailleurs de la santé dans les régions visées de Logone Oriental et de N'Djaména à la gestion et aux soins appropriés des cas de paludisme.
- Assurer la protection et la prévention du paludisme d'au moins 80 % des enfants et des femmes en âge d'avoir des enfants au moyen de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée et de kits de traitement.
- Mener des activités éducatives de prévention du paludisme dans au moins 80 % des villages et des quartiers des deux régions ciblées.

Le projet est géré conjointement par la Division du contrôle du paludisme du Ministère de la Santé tchadien ainsi que par les délégations des régions et districts sanitaires du Ministère. Les organismes collaborant à ce projet incluent les ONG locales et des associations telles que la Croix-Rouge tchadienne, World Vision et l'UNICEF.

La lutte contre le paludisme : prises de sang sur le terrain



Les enquêtes sur le terrain ont commencé au deuxième trimestre pour le nouveau programme antipaludique du Cameroun, financé par une subvention de 1,5 million de dollars de la Fondation ExxonMobil. Les équipes ont recueilli les prises de sang et autres données permettant de mettre le programme sur pied et d'établir une ligne de base pour mesurer les résultats. Une fois que ces mesures auront été prises, le programme commencera l'éducation communautaire et la distribution des moustiquaires antipaludiques. Cette initiative est la dernière d'une série d'efforts dans la lutte contre le paludisme que le Projet a appuyée, depuis le début de l'époque de la construction, dix ans auparavant.

La lutte contre le paludisme : Ciblage des femmes et des enfants

En plus du programme antipaludique au Cameroun, la Fondation ExxonMobil a donné plus de 660 000 dollars pour renforcer les efforts continus déployés dans la lutte contre le paludisme au Tchad en partenariat avec le Ministère de la Santé du pays et UNICEF. Cet appui au partenariat de mise en œuvre du programme d'éradication du paludisme « Roll Back Malaria » vise à former les travailleurs de la santé à la gestion et aux soins des patients souffrant de paludisme et à fournir des moustiquaires antipaludiques à 80 % des enfants et des mères des régions de N'Djaména et de Logone Oriental.



Les femmes dans ce service de maternité de l'hôpital de Doba recevront en partant une moustiquaire imprégnée d'un insecticide à longue durée d'effet qui est un des moyens les plus efficaces pour se protéger contre le paludisme.

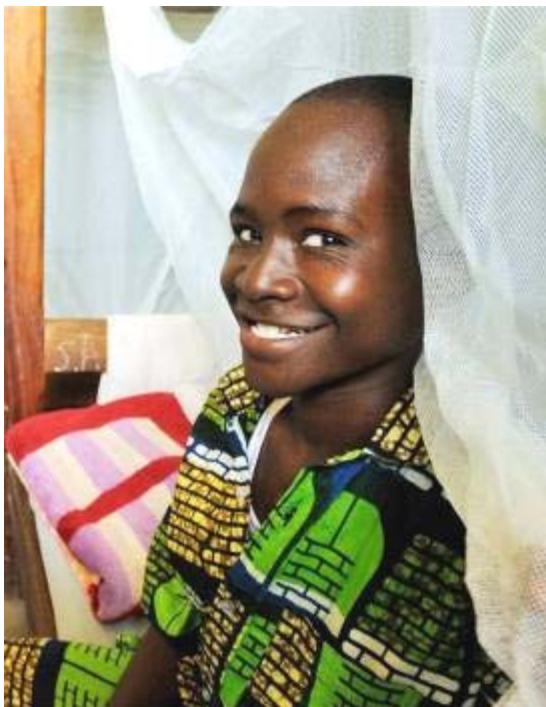
Bernadette Ndjenam, sage-femme à l'hôpital de Doba : « *Les moustiquaires constituent une prévention contre les piqûres de moustiques pour les femmes et leurs enfants. Comme le paludisme peut provoquer une fausse couche ou tuer la mère, nous fournissons des moustiquaires surtout aux femmes enceintes qui viennent en consultation prénatale en plus des vaccins contre le tétonos.. Quand j'étais à l'école, mon père voulait que je soit infirmière et j'ai vu des professionnels de la santé sauver des vies dans les films. Cela m'a inspiré et c'est ce que nous faisons aujourd'hui.* »





Dr Djimasdé Mbairebe, spécialiste de la santé de l'UNICEF pour les enfants, les femmes et le paludisme : « *Le paludisme est la cause numéro un des maladies et des décès au Tchad – surtout chez les enfants de moins de cinq ans. Il y a toutefois un traitement et une prévention disponible pour cette maladie. Nous pouvons donc nous procurer ce dont nous avons besoin et réduire le taux de mortalité. Nous savons que 17 % des décès au Tchad sont causés par le paludisme. Et la maladie se révèle coûteuse pour notre pays à plus d'un titre, surtout à cause des absences au travail qui minent la productivité du Tchad, et nous empêchent d'atteindre une meilleure qualité de vie.* »

La lutte contre le paludisme : Les orphelinats et les écoles



Au premier semestre 2010, à l'occasion de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme, le Consortium a distribué des moustiquaires imprégnées à 5 orphelinats de N'Djaména et à l'Hôpital de Doba. L'orphelinat SOS fait partie des 5 orphelinats sélectionnés qui ont toutes reçues 200 moustiquaires. L'orphelinat SOS de N'Djaména, 200 moustiquaires ont été remises par le Consortium.



Mariette Ngarnbo, orphelinat SOS, agent social : « Nous vivons dans un pays où le paludisme règne en maître. Par conséquent, les moustiquaires aident vraiment les enfants. Sans elles, beaucoup de nos enfants mourraient. »

Soutien pour les Bagyeli Bakola : une mise à jour de RAPID

Depuis ses débuts en 2002, le programme pour les peuples indigènes, créé à l'intention des Bagyeli Bakola, a graduellement atteint un niveau de soutien stable. Le programme est administré par l'ONG RAPID, qui reçoit son financement de la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC). La fondation environnementale FEDEC a été formée au tout début du Projet grâce à un don du Projet de 3,5 millions de dollars en financement de démarrage et l'an dernier, le Projet a promis un financement additionnel de 1,5 million de dollars pour aider la Fondation à tendre vers un développement durable.

Celestine Mbarga, RAPID, Directeur du programme à l'intention des peuples indigènes pour FEDEC : « *Il y a une bonne coopération avec la fondation FEDEC qui est notre principal bailleur de fonds, c'est-à-dire notre base. Le soutien de la Fondation a aussi permis d'attirer des fonds additionnels des autres ONG et d'organismes gouvernementaux comme le Programme de développement des Nations unies, le Fonds mondial pour la nature et le Programme National de Développement Participatif du Cameroun. La Fondation gère soigneusement les fonds : les contrats sont de six mois, les audits trimestriels et le comptable reçoit une formation. Il est important pour moi de souligner qu'aider les peuples Bagyeli Bakola demandera beaucoup plus de travail et un financement à hauteur de ce que la Fondation pu fournir jusqu'ici. Par exemple, certains de nos enfants boursiers sont maintenant au lycée et nous espérons qu'ils iront à l'université. Toutes les personnes qui ont appris un métier comme la menuiserie ou la fabrication de chaussures ont besoin d'outils pour transformer leurs connaissances en gagne-pain.* »



RAPID a fourni des statistiques sur son travail avec les Bagyeli Bakola.

Éducation : 245 Bagyeli Bakola sont allés à l'école en 2010, soit trois fois plus de participants que lorsque le programme a commencé en 2002. Douze jeunes gens sont prêts à aller au lycée. Depuis que le programme a commencé, RAPID a fourni 800 bourses d'études annuelles aux Bagyeli Bakola.

Soins de santé : 125 personnes par mois utilisent les cliniques où RAPID a conclu une entente, une augmentation de 15 à 30 personnes par mois par rapport à il y six ans. Un programme point focal avance de l'argent pour des soins de santé aux dirigeants de la communauté afin d'aider les gens à obtenir rapidement des soins en cas d'urgence.

Agriculture : 172 familles reçoivent actuellement une formation ou un autre soutien agricole, une hausse très nette par rapport aux 45 familles de la première année du programme en 2002. L'agriculture les aide à accroître la nourriture et l'argent qu'ils obtiennent en chassant.

Logement : 39 maisons ont été construites depuis 2002. On avait d'abord prévu de fournir les matériaux et de donner une formation aux gens pour qu'ils construisent leur propre maison et avoir ainsi un sentiment d'appartenance. Depuis 2009, le programme a accru son soutien pour aller au-delà de la fourniture des matériaux et de la formation pour construire de fait les maisons pour les Bagyeli Bakola.

Soutien pour les Bagyeli Bakola : le village de Bidou



Dans le tout petit village de Bidou, le programme pour les peuples indigènes a aidé à améliorer certaines maisons en les construisant avec du bois massif comme celle-ci qui est encore en cours de construction (en haut), une amélioration par rapport aux maisons en torchis (en bas à gauche) occupées par bon nombre de Bagyeli Bakola.

Bertin Bhou (en bas à droite), un membre du village de Bidou : « *Cette maison est un exemple de l'aide que nous avons reçue. Elle est nettement mieux que nos vieilles maisons, car elle a un toit en métal et des murs en bois pour nous protéger des intempéries. Nous sommes sept personnes à vivre ici, incluant mon oncle le propriétaire. Deux enfants dans cette maison sont allés à l'école avec l'aide de la Fondation. Mon oncle agit comme le point focal médical et par l'entremise de RAPID fournit de l'argent aux gens malades pour des médicaments et le transport à la clinique ou à l'hôpital.* »

Soutien pour les Bagyeli Bakola : le village de Bidou

Le soutien pour les Bagyeli Bakola inclut un programme agricole qui a aidé les membres du village de Bidou à établir des parcelles de jardin (en haut à gauche). Des parcelles comme celle-ci fournissent du manioc et d'autres aliments (en haut à droite) pour améliorer la nutrition.



Pierre Bischouaba Bouh (en bas, à gauche), docteur en médecine traditionnelle et chef du village de Bidou avec une mère et son bébé : « RAPID m'a fourni de l'argent à titre de point focal communautaire pour que si une personne tombe malade, elle obtienne de l'aide sans délai. Je remets l'argent au malade ou à sa famille pour qu'ils puissent obtenir de l'aide tout de suite. Cette année nous avons eu trois cas sérieux. Ça a été très utile pour nous à Bidou. Par exemple, cette femme a reçu de l'argent du point focal pour des soins médicaux pendant sa grossesse et vous pouvez voir que son enfant est en bonne santé. »

Promouvoir l'éducation et les bourses d'études



Les employés du Projet quittent souvent leur bureau et leur chantier pour se rendre dans des écoles. Les ingénieurs présentent des journées d'orientation de carrière. Les employés de la station de pompage vont dans les villages pour enseigner la sécurité et la prévention du paludisme. En juin, le bureau de N'Djaména a organisé la première édition du Prix de l'Excellence. Ce prix a réuni dix écoles de la Capitale. Ce prix a pour but d'encourager les jeunes élèves à exceller dans leurs études, gage de réussite. Les élèves supporteurs (en haut), les candidats (en bas à gauche), le jury constitué des chefs d'établissements (au milieu) et les vainqueurs de la compétition recevant leur trophée (à droite).

Sophie Remadji (à gauche), l'une des lauréates du premier prix –de l'Excellence du Collège Sacré-Coeur, tient les livres qu'elle a remporté comme 1^{er} prix, offert en conformité avec le programme académique de l'Education Nationale Tchadienne: « *J'aimerais devenir médecin. Nous avons un grand problème de santé, avec un médecin pour 1 000 habitants. J'aimerais surtout devenir cardiologue car il y en a un seul pour tout le Pays. J'ai été ravie de gagner. J'ai remporté le prix à la suite de mon travail continu, de mes lectures et de mon travail dans des groupes d'études.* »

Félicité Mgongoto (à droite), la mère de Sophie : « *Au Tchad, avec la pauvreté et le sous-développement du pays, il est difficile pour nous de réussir. Moi aussi, j'ai voulu étudier, mais je n'avais personne qui pouvait m'envoyer à l'école. Je suis veuve, donc j'élève seule mes enfants. Pour Ramadji, Dieu lui a donné du talent. Si elle arrive à devenir médecin, elle pourra aider ses frères et sœurs. Elle ira loin, elle fera mieux que sa mère.* »



Section 13

Revenus du brut tchadien

Les investissements du Projet pour soutenir les niveaux de production du pétrole brut, jumelés à des prix forts pour le pétrole du bassin de Doba ont contribué à accroître considérablement les revenus globaux tchadiens au cours du premier semestre 2010.

- Le Projet a investi 2 milliards de dollars au cours des trois dernières années pour maintenir la production du pétrole brut des champs pétroliers du bassin de Doba au Tchad. En conséquence, la moyenne de production journalière a augmenté d'environ 5 % à plus de 125 000 barils de pétrole brut par jour à la mi-2010.
- Les prix du pétrole sur le marché mondial, au cours des dernières années, ont été bien plus élevés que prévus quand le projet était au stade de la planification. Malgré la volatilité des prix, le prix du baril depuis 2008 a été en moyenne de 69,37 \$, près de deux fois le prix qu'il atteignait au tout début de la production.

Ces deux facteurs — une forte production de pétrole brut et des prix de brut en hausse — ont fait en sorte que les revenus du projet du Tchad s'élèvent au total à plus de 5,5 milliards de dollars. Les revenus du Tchad ont de loin dépassé les niveaux envisagés pour un projet dont la durée de vie est de 20 à 25 ans.

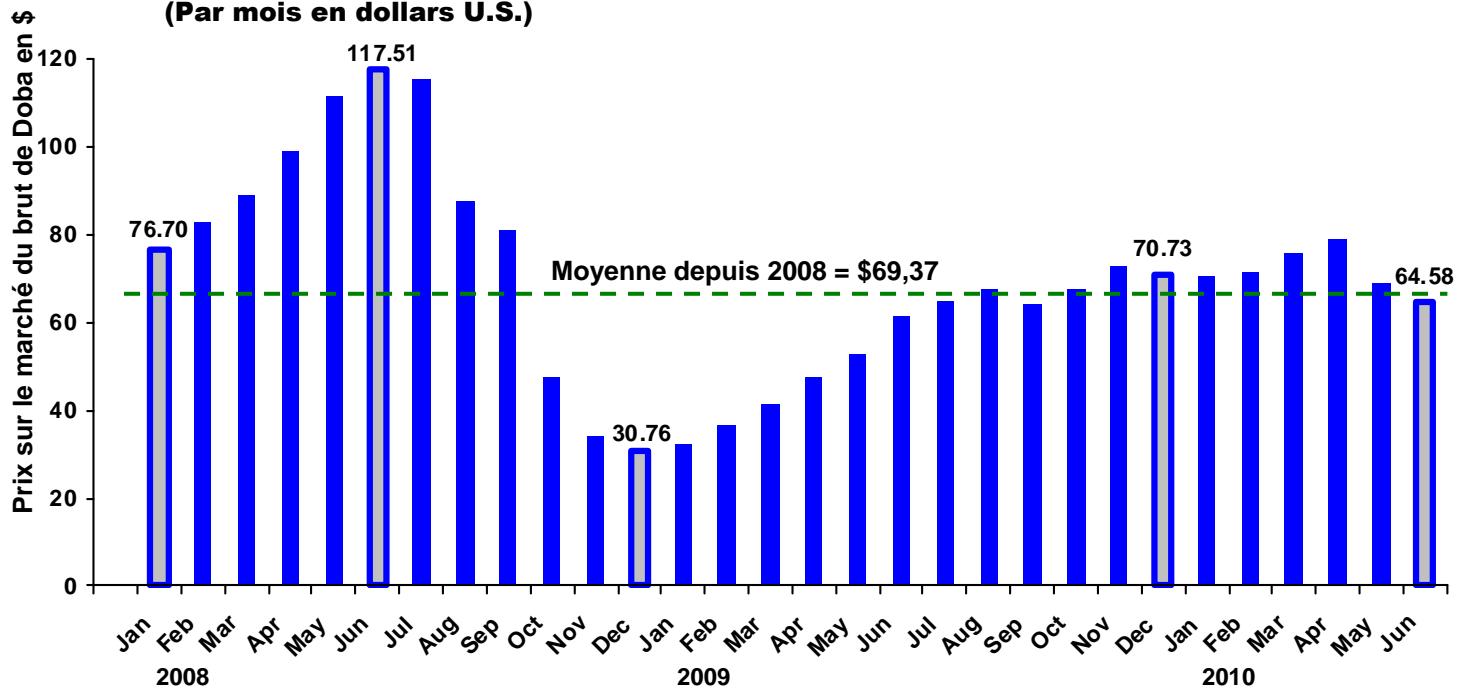
Pour plus d'informations sur les investissements du Projet au soutien de la production, voir le chapitre sur la *Production et la Construction*.

◀ Revenus pétroliers du Tchad à mi 2010 (millions de dollars U.S.)

	3 ^e T 2009	4 ^e T 2009	1 ^{er} T 2010	2 ^e T 2010	Total 12 mois	Total à ce jour
Redevances sur les ventes de brut ¹	0	52	102	97	251	1 913
Revenus liés au pipeline	0	1	1	1	3	58
Impôt sur les bénéfices des sociétés ²	143	216	225	280	864	3 389
Charges, permis, droits, etc. ³	7	14	16	14	51	345
Project Total	150	283	344	392	1 169	5 705

1. Paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. 2. montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui incluent les paiements effectués par le Consortium et TOTCO. 3. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondants aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.

◀ Volatilité du prix de Marché du brut du bassin de Doba (Par mois en dollars U.S.)



Des routes pour la capitale



Partout à N'Djaména, dans la capitale du Tchad, des projets de construction de rues comme celui-ci ont été financés par les revenus du projet pétrolier. Quand le Projet a démarré, N'Djaména ne comptait que quelques kilomètres de rues asphaltées et un grand nombre de secteurs de la ville étaient impraticables à cause de la présence d'une boue profonde et de mares d'eau pendant la saison des pluies. Maintenant, même pendant la saison des pluies, on peut accéder à bon nombre de ces secteurs à cause des nouvelles rues asphaltées.

Investissement des revenus dans la zone des champs pétroliers : un hôpital, une université et une école normale



Dans la dernière année, un complexe immobilier est en cours de construction à la périphérie de Doba. Le financement pour la construction provient du fonds de 5 %, soit les revenus pétroliers consacrés à la région productrice de pétrole au titre de la loi de gestion des revenus pétroliers. Le complexe inclut un hôpital régional qui peut fournir des soins à 1 000 personnes par jour, une école normale et un campus universitaire qui compte accueillir 900 étudiants dans sa première année.

Joel Bemba (en bas à droite), ingénieur du contrôle de la construction : « *Les gens de la région sont enthousiastes quant à l'avenir de ces trois projets. Ces projets signifient que les gens peuvent aller à l'Ecole Normale et à l'Université ici dans le Logone Orientale. Ils peuvent s'y rendre à bicyclette et n'ont pas besoin de faire tout le chemin jusqu'à Moundou ou N'Djaména. Pour ce qui est de l'hôpital régional, nous aurons bientôt tous des services similaires à ceux des hôpitaux de N'Djamena et de Moundou ici à Doba. Nous savons que certaines personnes craignent que la région pétrolière ne bénéficie pas des revenus pétroliers. Mais la preuve du contraire se trouve ici sur ces trois chantiers de construction et dans bien d'autres projets réalisés au cours de ces trois dernières années.* »



**Contexte:
Sources de
revenus du
Tchad**

Sources principales de revenus

Les revenus du Projet pétrolier tchadien proviennent de quatre sources principales:

Redevance sur les ventes de pétrole: Le Tchad reçoit une redevance immédiate, payée par les membres du Consortium sur les ventes de pétrole après avoir déduit le coût de transport par pipeline d'exportation pour le livrer sur les marchés internationaux.

- La redevance sur le pétrole des trois champs pétroliers initiaux couverts par la Convention de 1998 est de 12,5 %. Cette convention régit aussi les champs satellites de Moundouli et de Nya.
- La redevance sur le pétrole de Maikeri et Timbré, champ pétrolier couvert par la Convention de 2004 est de 14,25 %.

Impôt sur le bénéfice des sociétés : En 2006, les membres du Consortium ont commencé à payer l'impôt sur les bénéfices nets provenant des trois champs pétroliers initiaux

Participation dans le pipeline d'exportation : Le Tchad possède des parts dans les deux sociétés de pipeline TOTCO et COTCO et reçoit donc sa part des bénéfices provenant des frais que ces deux sociétés facturent pour le transport du brut tchadien de Doba sur les marchés.

Permis, droits de douane, impôt : Toute une variété de paiements divers s'ajoute aux différentes sources de revenus y compris les permis, droits de douane, impôt payés par les employés, permis de travail et autres droits.

Revenus provenant de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices des sociétés qui a commencé à être payé en 2006 a été une source majeure de revenus pour le Tchad et a commencé plusieurs années avant la date prévue -Ces paiements effectués plus tôt que prévu sont dus à deux facteurs:

- L'augmentation significative des cours mondiaux du prix du pétrole ont augmenté les revenus totaux du Projet et les ont portés à des niveaux bien plus élevés qu'initialement estimés lors de la phase de planification du Projet.
- Ces revenus plus élevés que prévus ont été supérieurs aux charges d'exploitation et aux amortissements des trois champs initiaux, causant ainsi le déclenchement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 60 % pour les membres du Consortium conformément aux dispositions de la Convention de 1988 (et l'impôt société à 50 % pour Maikeri et Timbré).

Le taux de l'Impôt Société, en vigueur et applicable aux sociétés implantées au Tchad est fixé par la loi à 40 %, c'est-à-dire bien inférieur au taux de 60 % payable pour les trois champs pétroliers initiaux dans la convention actuelle. Le projet pétrolier a ainsi une structure fiscale du taux de l'impôt sur les sociétés différente et beaucoup plus élevée que les autres sociétés implantées au Tchad.

Les revenus futurs du Tchad pourraient varier de manière significative

Tel qu'indiqué dans les éditions précédentes du Rapport de mise à jour du Projet, les prix élevés du pétrole sur les marchés internationaux au cours des dernières années ont généré d'importants avantages pour le Tchad. Il est impossible de prédire avec certitude si les prix continueront à être aussi volatiles qu'ils l'ont été pendant ces deux années écoulées et s'ils seront en hausse ou baisse. Outre les prix sur les marchés internationaux, au moins deux autres facteurs auront une influence éventuelle sur les revenus du Tchad.

- Le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés dépend aussi de l'amortissement des dépenses d'investissement pour les nouvelles installations ou pour les travaux d'améliorations, tel que prévu dans les conventions pétrolières.
- En dépit des investissements du Projet pour maintenir la production, l'extraction du brut des champs pétroliers du Tchad s'est heurtée à de grandes difficultés techniques. Comme dans les autres champs pétroliers à travers le monde, la production va naturellement décliner à partir du moment où les champs pétroliers vont arriver au stade de maturité.

Pour plus de détails sur les investissements engagés par le Projet pour maintenir les niveaux de production des champs pétroliers, voir le chapitre sur la *Production et construction*. Pour des explications détaillées des problèmes techniques qui entravent l'extraction du pétrole tchadien et les mesures prises par le Projet pour y remédier, voir la section sur la Géologie complexe du Tchad dans le *Rapport de mise à jour du Projet n° 24*.

Contexte: Le rôle du groupe de la Banque mondiale au Tchad

En septembre 2008, le gouvernement du Tchad a remboursé ses emprunts aux deux institutions financières du groupe de la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA). En conséquence, la BIRD et l'IDA se sont retirés du projet du pipeline d'exportation. Les prêts de la BIRD et de l'IDA avaient en partie financé la prise de participation du Tchad dans les deux sociétés d'exploitation de pipeline.

Le Groupe de la Banque mondiale reste impliquée par l'entremise de sa filiale, la Société financière internationale (SFI). La SFI a facilité le financement commercial de centaines de millions de dollars pour le Projet et a directement prêté des dizaines de millions de dollars aux deux sociétés de pipeline.

- Les contrats de ces prêts exigent le suivi continu de la conformité du Plan de Gestion de l'Environnement du Projet restent en vigueur.
- Le personnel de la SFI spécialisé en Environnement, poursuit ses travaux, incluant des voyages au Tchad dans le cadre d'une collaboration continue avec le personnel du projet sur le plan d'action de gestion de l'occupation des terres.

- L'organisme indépendant de vérification de la SFI, le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE (ECMG), poursuit ses travaux.

Le Plan de gestion des revenus du Tchad reste en place même si la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA) ne sont plus impliquées dans le projet.

- Un prêt similaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) consenti au Tchad comporte les mêmes exigences liées au Plan de gestion des revenus. Ce prêt est toujours en vigueur
- La loi tchadienne mettant en œuvre le Plan de gestion des revenus est toujours en vigueur.

Revenus du pipeline du Cameroun

Le Cameroun tire ses revenus du Projet grâce au transport du brut — Le pipeline coté Cameroun prend le relai du convoi du pétrole tchadien à partir du fleuve Mbéré situé au Cameroun jusqu'au Terminal de Kribi. Bien que le Cameroun n'ait aucun actif dans le pétrole tchadien, il a, en revanche des actifs, le système de transport par l'Oléoduc au Cameroun.. Les revenus du Cameroun proviennent ainsi de sources suivantes.

Frais de transit : Au premier stade de négociations, le Cameroun a négocié un taux fixe de frais de transit par baril pour avoir une source revenue sûre plutôt que d'être à la merci des prix parfois volatiles du pétrole. Les frais de transit appartiennent à 100 % au Cameroun et ne sont pas partagés avec les autres partenaires du pipeline.

Impôt sur le revenu des sociétés : Comme toute autre société au Cameroun, la société de pipeline COTCO paie des impôts sur le revenu au gouvernement du Cameroun.

Droits de douane et autres taxes : Toutes les fois où le Projet apporte des marchandises au pays, il doit payer des droits de douane en plus des diverses autres taxes et frais de permis.

Dividendes et primes d'émission : En tant que copropriétaire du système de pipeline d'exportation, le Cameroun reçoit une part proportionnelle des profits de la société de pipeline.

◀ Revenus pétroliers du Cameroun jusqu'à la mi-2010 (millions de dollars américains)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	1er semestre 2010	Projet à ce jour
Frais de transit	3,5	25,1	25,9	23,0	21,6	19,0	17,7	9,3	145,1
Impôt ¹	0	2,5	3,9	2,4	2,4	3,3	9,9	0,0	24,4
Droits de douane et autres taxes ²	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	12,6	4,1	19,1
Dividendes de la participation dans le pipeline	0,0	0,0	1,0	3,6	2,5	2,6	3,3	9,5	22,5
Primes d'émission de la participation dans le pipeline	0,0	16,3	13,8	10,5	11,4	10,5	4,0	0,0	66,5
Total du Projet	3,5	43,9	44,6	39,5	37,9	37,8	47,5	22,9	277,6

1. L'impôt pour 2010 sera payé en 2011. 2. Droits de douane et autres taxes pour 2010.